



Rapport de Capitalisation

« Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025 »

Avant-propos

Le présent document constitue le rapport de capitalisation du projet « *Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025* » (CAPI : avril 2025 – mai 2026).

Dans un contexte marqué par la forte vulnérabilité des communautés rurales en Haïti, notamment face aux aléas climatiques, aux contraintes économiques et à l'accès limité à un habitat décent, ce projet s'inscrit dans une démarche visant à améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Il présente la démarche de capitalisation conduite sur une année ainsi que ses principaux enseignements : les bonnes pratiques identifiées, les difficultés rencontrées et les effets observés auprès des bénéficiaires directs et indirects. Il revient également sur les caractéristiques des projets mis en œuvre en Haïti depuis 2017, en mettant en perspective les évolutions et les apprentissages accumulés.

Cette capitalisation vise à documenter, analyser et valoriser les expériences acquises afin d'éclairer les pratiques futures, d'alimenter les stratégies d'intervention et de favoriser leur diffusion auprès d'autres acteurs du secteur.

Ce projet s'inscrit en complémentarité du programme « *Action pour l'habitat* », financé par l'Agence Française de Développement (AFD), avec lequel il partage des objectifs et des enseignements communs.

Le rapport a été élaboré entre avril et mai 2026, à l'issue d'une année de travail fondée notamment sur la conduite d'entretiens auprès des bénéficiaires ainsi que des équipes des partenaires locaux OJUCAH et ATECO et du partenaire technique CRAterre. Cette démarche s'appuie sur une collaboration étroite avec ces acteurs, dont l'expertise et l'ancrage territorial ont été essentiels à la compréhension des dynamiques locales.

Ce travail propose également un regard critique sur les limites rencontrées et les défis persistants, dans une logique d'apprentissage continu et d'amélioration des pratiques.

Les enseignements tirés ont vocation à nourrir de futures interventions, tant en Haïti que dans d'autres contextes présentant des problématiques similaires.

Ce document s'adresse aux porteurs du projet ainsi qu'aux équipes de la Fondation pour le Logement des Défavorisés (FLD) et de l'Agence Française de Développement (AFD).

SOMMAIRE

I.	Présentation de la démarche.....	5
II.	Comment comprendre la capitalisation ?	6
	Quel est le but de la capitalisation ?	6
III.	Projets financés par la Fondation pour le Logement des Défavorisés (2017-2026).....	7
IV.	Méthodologie des résultats de capitalisation	11
1.	Plan de capitalisation – Annexe 1.....	11
2.	Plan de sortie – Annexe 2.....	12
3.	Consolidation d’une base de données et d’une carte dynamique	13
4.	Schématisation des stratégies d’amélioration de l’habitat	14
5.	Portraits des habitant-es, artisan-es et partenaires – Annexe 3.....	15
6.	Fiches de bonnes pratiques – Annexe 4.....	16
7.	Diagnostic Participatif de Genre.....	17
V.	Conclusion	19
VI.	Annexes.....	20

Sigles et abréviations

AFD : Agence Française de Développement

AMHA : Amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales à travers le renforcement des compétences locales avec une perspective de genre et une approche environnementale

ALPROTECTRA : Accès au Logement par la Promotion des Techniques de Constructions Traditionnelles Améliorées

ATECO : Association des Techniciens pour la Construction

FLD : Fondation pour le Logement des Défavorisés

FUNDASAL : Fondation Salvadorienne pour le Développement et le Logement

Minimum (Salvador)

CRATERre : Centre de Recherche d'Architecture en terre

DPG : Diagnostic Participatif de Genre

MUSOTEC : Mutuelle de Solidarité des Technicien-ne-s en Construction

OJUCAH : Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancement d'Haïti

OSC : Organisation de la Société Civile

SIVUL : Amélioration de l'habitat de personnes mal-logées en situation de vulnérabilité

SWOT : Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats

TCLA : Techniques Constructives Locales Améliorées

I. Présentation de la démarche

La démarche de capitalisation proposée s'inscrit dans le cadre du projet « *Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025* » (AMHA : avril 2022 – mai 2025), et en articulation avec la troisième phase du projet triennal « *Action pour l'Habitat* » (APH : janvier 2025 - octobre 2027), cofinancé par l'Agence Française de Développement.



Habitat-Cité et OJUCAH ont ainsi fait le choix de mettre en œuvre une phase dédiée d'une année afin d'initier un processus de capitalisation couvrant neuf années d'intervention (2017–2026). Cette démarche répond à un double objectif : d'une part, favoriser une réflexion collective permettant de partager les actions menées et les expériences acquises ; d'autre part, contribuer à l'élaboration d'une stratégie visant la pérennisation des actions engagées.

Dans une première étape, la capitalisation vise à systématiser, analyser et valoriser les expériences d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie développées au fil des différentes phases du projet. Cette phase repose sur une démarche participative impliquant les habitant-es et les partenaires, afin de produire une lecture partagée des actions mises en œuvre. Elle donnera lieu à la coproduction de supports variés (documents de synthèse, fiches pratiques, schémas, cartographies, témoignages) destinés à rendre visibles les apprentissages collectifs, les approches méthodologiques, les outils mobilisés ainsi que les dynamiques locales observées. Ces productions ont vocation à être diffusées auprès des réseaux d'acteurs concernés.

Dans une seconde étape, la capitalisation constitue un levier pour l'élaboration d'une stratégie de sortie et de pérennisation. Des espaces d'échange seront organisés avec les habitant-es afin d'interroger et de renforcer leur rôle dans la continuité des actions. Parallèlement, les partenaires locaux seront accompagnés dans une démarche d'analyse organisationnelle, notamment à travers un autodiagnostic de leurs ressources, compétences et modes de fonctionnement. Ce travail vise à consolider leurs capacités, identifier les axes d'amélioration et affiner les perspectives d'autonomisation.



Structuration de la démarche

La démarche de capitalisation s'organise autour de plusieurs étapes clés :

- **Co-construction de la démarche** avec l'ensemble des parties prenantes, incluant l'élaboration et la validation d'un Plan de Capitalisation ;
- **Collecte et analyse des données** issues des expériences passées (entretiens, ateliers participatifs, revue documentaire) ;

- **Production et diffusion des supports de capitalisation** valorisant les enseignements tirés ;
- **Élaboration d'une stratégie de pérennisation**, fondée sur les résultats de la capitalisation et les dynamiques locales identifiées ;
- **Accompagnement des partenaires locaux** dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et stratégiques.

II. Comment comprendre la capitalisation ?

Quel est le but de la capitalisation ?

Une étude de capitalisation proposée en 2020 par la Fondation pour le Logement des Défavorisés (FLD) a défini le processus comme le fait de : « ... **Garder la mémoire de ces actions, pour nourrir des processus de réflexion et d'intervention en vue d'une constante adaptation aux attentes et aux besoins des habitants des quartiers ciblés. C'est tout l'enjeu de cette étude transversale de capitalisation**¹ »

En outre, de manière complémentaire, le F3E propose que : "Capitaliser ses expériences, c'est les transformer en connaissances que l'on peut et entend partager et transmettre. En ce sens, elle va plus loin que la capitalisation des pratiques (qui elle se concentre plutôt sur les actions).

En s'intéressant au vécu et à la perception de chaque partie prenante sur ses expériences positives et négatives, la capitalisation des expériences ne se limite pas à la mise en lumière de nouvelles connaissances. La capitalisation contribue également à ce que chaque actrice et acteur ayant

pris part au processus en sorte transformé-e, c'est-à-dire, renforcé-e dans sa capacité à s'ouvrir à l'autre, à apprendre, à re-penser et à améliorer son action.

Ponctuelle ou au fil de l'eau, la capitalisation des expériences peut concerner un projet, une action innovante, des pratiques, un module de formation, une méthodologie, etc. Toute expérience est capitalisable"².

Les principaux bénéfices de la capitalisation des expériences, selon F3E :

- Reconnaître et valoriser la connaissance située de chacun-e
- Améliorer la qualité des pratiques et des actions
- Tirer des enseignements issus de l'expérience
- Renforcer le pouvoir d'agir des actrices et acteurs

¹ Etude transversale multi-acteurs pour une capitalisation des expériences des partenaires de la Fondation Abbé Pierre à l'international. Agir avec les habitants des quartiers précaires, 2020, p.5

² Capitalisation des expériences F3E. Disponible : <https://reseau3e.org/methodologies/capitalisation-des-experiences/#mb-block-349600cd-7ba0-460c-aadb-f323942bd8d5>

- Identifier des pratiques inspirantes
- S'enrichir mutuellement
- Apprendre par l'expérience et renforcer les compétences
- Produire et partager de la connaissance.

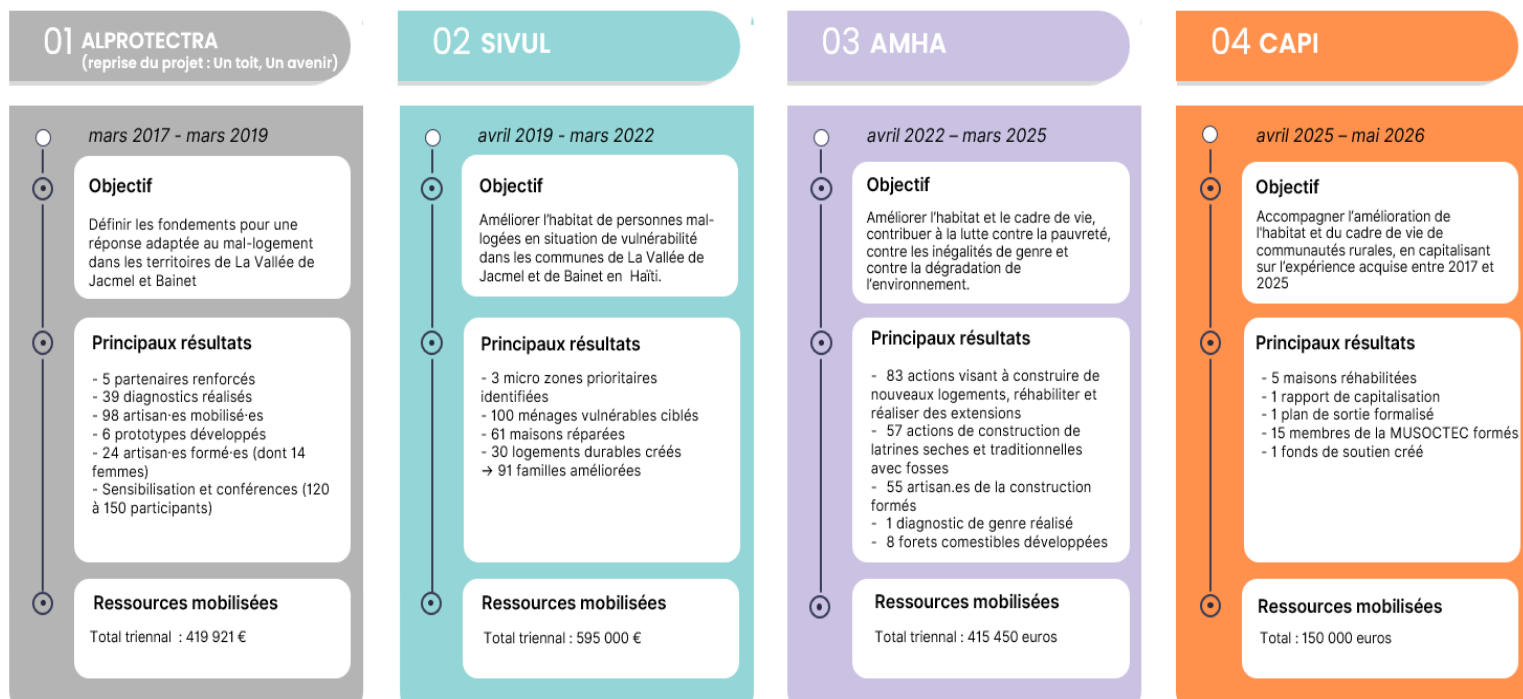
Ces éléments mis en évidence par F3E permettront également de rendre les actions visibles, renforçant la légitimité des OSCs auprès des partenaires techniques et financiers extérieurs. Dans cette optique de capitalisation, ce projet vise à capitaliser l'expérience de travail acquise entre 2017 et 2025, en plus de :

- Systématiser, valoriser et rendre visible les actions sur l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie (OS1) ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de pérennisation des actions

- d'amélioration de l'habitat avec une perspective de genre et une approche environnementale (OS2).



III. Projets financés par la Fondation pour le Logement des Défavorisés (2017-2026)





Entre 2017 et 2019, Habitat Cité a mené en Haïti, en partenariat avec OJUCAH et ATECO, un premier projet intitulé « *Accès au Logement par la Promotion des Techniques de Constructions Traditionnelles Améliorées* » (ALPROTECTRA). Mis en œuvre dans les territoires de La Vallée de Jacmel et Bainet, ce projet s’inscrit dans la continuité du programme « Un Toit, Un Avenir » porté par Planète Urgence entre 2010 et 2017 et financé par la Fondation Abbé Pierre.

Pensé comme une phase de transition et d’étude, ALPROTECTRA visait à poser les bases d’une réponse adaptée au mal-logement dans ces territoires. Le projet s’est articulé autour de plusieurs axes : l’identification des techniques de construction traditionnelles locales, le renforcement des capacités d’analyse et de conception des acteurs, la formation d’artisans, notamment des femmes, à la réalisation de prototypes, ainsi que la capitalisation des expériences passées et la poursuite des actions de reforestation liées à l’usage du bois local.

À son terme, en mars 2019, le projet a permis d’obtenir des résultats significatifs : cinq groupements partenaires ont été renforcés à travers divers dispositifs d’accompagnement ; 39 diagnostics de constructions ont été réalisés dans cinq localités, mobilisant près d’une centaine d’artisans ; six prototypes d’habitations ont été construits ; et 24 artisans, dont une majorité de femmes, ont été formés et encadrés. Par ailleurs, des actions de sensibilisation et de diffusion ont été menées auprès des populations et des acteurs de l’habitat, contribuant à poser les premières bases d’une stratégie locale de valorisation des techniques de construction traditionnelles améliorées.

Entre 2019 et 2022, Habitat Cité a poursuivi son intervention en Haïti, dans les mêmes territoires et avec ses partenaires OJUCAH et ATECO, à travers le projet « *Amélioration de l’habitat de personnes mal-logées en situation de vulnérabilité* » (SIVUL). Cette phase s’est déroulée dans un contexte particulièrement instable, marqué par la crise politique haïtienne de 2021, des catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19. Malgré ces contraintes, les équipes locales, les artisan·e·s et les habitant·e·s ont poursuivi la mise en œuvre des activités.

Le projet a permis d’améliorer les conditions de logement de 91 familles, à travers la réparation de 61 maisons traditionnelles et la transformation de 30 shelters en habitats durables. Il a également contribué au renforcement des compétences locales, avec notamment le lancement en 2021 d’une première formation en maçonnerie chaînée, associée à un chantier-école. En parallèle, des actions complémentaires ont été menées en matière d’environnement et d’aménagement. Deux forêts comestibles pilotes ont été développées à Poli et Denard, servant de support d’expérimentation en agriculture syntropique pour les équipes locales. Un espace public a également été aménagé au Carrefour les Amandes à Geffray (commune de Bainet), aujourd’hui largement investi par les habitant·e·s.

Cette dynamique a suscité de nouvelles demandes d'aménagement dans d'autres zones, témoignant de l'appropriation du projet par les communautés.

Enfin, le projet a contribué à renforcer la place des femmes, avec l'émergence de six expertes locales dans les domaines de la construction, de l'environnement et du genre. Des initiatives sociales comme les Klub Tifi, espaces dédiés aux filles et adolescentes, ont également été consolidées, favorisant leur épanouissement et leur participation au sein des communautés.



Entre 2022 et 2025, le programme triennal « Amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales à travers le renforcement des compétences locales, avec une perspective de genre et une approche environnementale » (AMHA) a été mis en œuvre dans la continuité du projet SIVUL. Cette période s'est inscrite dans un contexte national particulièrement instable en Haïti, marqué

par une crise humanitaire multidimensionnelle sans précédent. Celle-ci s'est notamment traduite par une intensification des activités des groupes armés, des épisodes de fermeture des ports et aéroports, ainsi que par la démission du Premier ministre en 2024 sous pression interne et internationale. L'aggravation de l'insécurité, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, a entraîné d'importants déplacements internes de population, dont une partie significative vers le Sud-Est, zone d'intervention du programme, qui a accueilli environ 14 % des personnes déplacées.

Dans ce contexte, les populations bénéficiaires et les organisations locales partenaires ont été confrontées à des contraintes majeures d'approvisionnement liées au blocus de régions stratégiques du pays, où sont concentrés les principaux circuits économiques et logistiques. Ces perturbations ont engendré une augmentation significative des coûts de transport, du carburant et des matériaux de construction. Le recours quasi exclusif au transport maritime pour l'acheminement des intrants a par ailleurs accentué ces surcoûts et complexifié la mise en œuvre des activités.

Malgré ces contraintes structurelles et conjoncturelles, le programme AMHA a atteint l'essentiel de ses objectifs opérationnels. Au total, 83 logements ont été construits selon les principes de la Technologie de Construction Locale Améliorée (TCLA), et 57 latrines ont été réalisées. Le projet a également permis le renforcement des capacités de 55 artisan-es du secteur de la construction à travers des formations continues. En parallèle, 180 prêts ont été octroyés via la MUSOTEC, contribuant au soutien des dynamiques économiques locales.

Sur le plan social et communautaire, le programme a favorisé la participation active des femmes et des jeunes filles : en moyenne, 35 à 40 adolescentes ont pris part chaque semaine aux activités du *Club Tifi*, tandis que 42 femmes ont bénéficié d'un accompagnement spécifique visant le développement ou le renforcement de leurs compétences. Enfin, 310 personnes ont été sensibilisées aux pratiques d'agriculture durable, renforçant ainsi l'intégration de l'approche environnementale du programme.

L'année 2025-2026 constitue une phase spécifique d'une durée d'un an, dédiée au lancement d'un processus de capitalisation couvrant neuf années d'intervention (2017-2026). Le projet CAPI, intitulé « *Accompagner l'amélioration du logement et du cadre de vie des communautés rurales, vers une stratégie de durabilité des actions et de capitalisation de l'expérience entre 2017 et 2025* », vise à consolider et analyser les enseignements issus des différents projets mis en œuvre sur cette période.

Ce travail de capitalisation portera notamment sur l'identification des écarts entre les résultats attendus et obtenus, l'analyse des effets imprévus, ainsi que la formalisation des principales leçons apprises. Il a également pour objectif de définir une stratégie de sortie cohérente et concertée, élaborée en étroite collaboration avec les partenaires locaux et les communautés bénéficiaires, afin de garantir la durabilité des acquis.

Parallèlement à cette démarche réflexive, des activités opérationnelles ciblées seront mises en œuvre pour renforcer l'autonomie des acteurs locaux. Cinq maisons seront ainsi réhabilitées, dont trois dans le cadre de chantiers d'apprentissage. Ces interventions permettront aux habitant-es, aux familles bénéficiaires ainsi qu'aux artisan-es non formé-es dans le cadre des projets précédents d'acquérir des compétences pratiques pour l'entretien et la réparation de leur habitat, en s'appuyant sur les Techniques de Construction Locale Améliorée (TCLA). En outre, un appui spécifique sera apporté à la MUSOTEC à travers la formation de 15 de ses membres et la mise en place d'un fonds de soutien. Cet accompagnement vise à renforcer ses capacités de gestion, à élargir l'accès aux services financiers, notamment pour les habitant-es, et à consolider sa pérennité. Dans cette dynamique, 50 nouvelles personnes intégreront les groupes de la Mutuelle de Solidarité, permettant de doubler le nombre total de membres, qui passera de 47 à 100.



IV. Méthodologie des résultats de capitalisation

1. Plan de capitalisation – Annexe 1



La première étape du processus a consisté en l'élaboration d'un plan de travail structurant, visant à organiser et encadrer la démarche de capitalisation sur l'année 2025-2026. Ce document, co-construit avec OJUCAH, précise de manière détaillée les activités à mener, les résultats attendus, les livrables ainsi que les différentes étapes de mise en œuvre. Il s'accompagne d'un chronogramme permettant de planifier les temps clés du processus et d'assurer un suivi rigoureux de son avancement.

Au-delà de sa fonction organisationnelle, ce plan constitue un véritable outil méthodologique au service des objectifs de la capitalisation. Il vise, d'une part, à structurer la collecte, l'analyse et la valorisation des expériences accumulées au cours des projets menés entre 2017 et 2025, en favorisant une démarche participative impliquant les habitant·es, les partenaires locaux et les équipes projet. D'autre part, il contribue à alimenter la réflexion autour de la pérennisation des actions, en posant les bases d'une stratégie de sortie concertée et adaptée aux capacités des acteurs locaux.



Dans cette perspective, plusieurs outils d'activités prioritaires ont été développés afin d'accompagner la mise en œuvre de la démarche. Parmi ceux-ci figurent notamment des ateliers participatifs avec les habitant·es centrés sur la stratégie de sortie, un dispositif d'autodiagnostic destiné aux partenaires locaux, ainsi qu'une enquête associée permettant d'analyser leurs ressources, compétences et perspectives. Ces outils visent à favoriser l'expression des acteurs, à croiser les analyses et à produire des connaissances utiles à la fois pour la capitalisation des expériences et pour la consolidation des dynamiques locales.

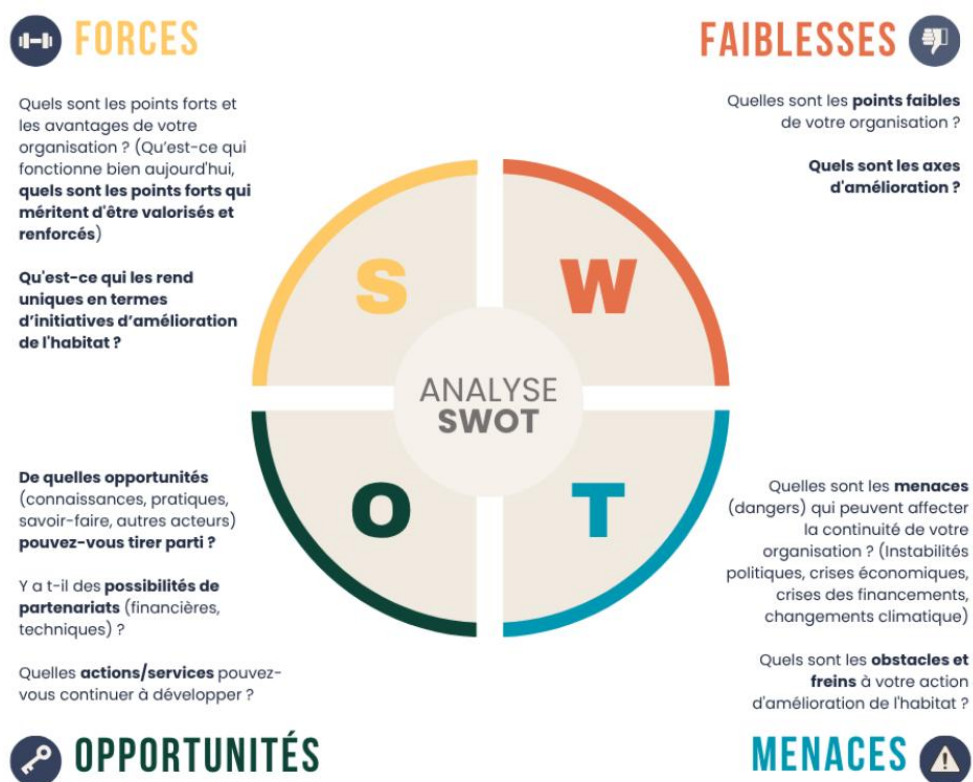
2. Plan de sortie – Annexe 2

Comment comprendre une stratégie de sortie ? Qu'est-ce qu'un plan de sortie ?

Le plan de sortie doit garantir qu'après le départ de l'organisation humanitaire de soutien, la structure de protection communautaire dispose des connaissances, des compétences, de la confiance, de l'acceptation, des outils, des ressources et des opportunités nécessaires pour poursuivre ses activités de protection dans la mesure où elle le souhaite³. Cette stratégie de sortie vise à garantir l'autonomie technique, administrative et financière de l'OSC locale.

Ce document intègre les éléments issus des espaces de débat communautaires, lors de trois ateliers

organisés à Poli-Lavial, Denard et Brésilienne où 55 personnes ont participé. Il intègre également les réflexions issues des espaces d'échange autour d'un autodiagnostic, coordonnés par Habitat - Cité, avec la participation d'OJUCAH et d'ATECO. Une analyse SWOT a été réalisée par les partenaires lors d'un atelier et les équipes ont également répondu à une enquête dont les questions portaient sur 3 axes : le processus d'apprentissage, la stratégie de durabilité des actions et les approches de travail. Ce document vise à formaliser les étapes de travail dans le cadre d'un Plan de sortie.



³ Planification et préparation de la sortie des communautés dans les programmes de protection communautaire, OXFAM, 2021. Disponible : <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621208/gd-exit-planning->

[cbp-170921-fr.pdf?sessionId=660B0736264FBF787C36EFA300FBF9F?sequence=4](https://www.cbp-170921-fr.pdf?sessionId=660B0736264FBF787C36EFA300FBF9F?sequence=4)

3. Consolidation d'une base de données et d'une carte dynamique

Dans le cadre du processus de capitalisation, une base de données exhaustive a été consolidée et enrichie afin de recenser l'ensemble des actions réalisées depuis 2017. Celle-ci couvre les différentes typologies d'intervention mises en œuvre dans le cadre des projets : construction, réhabilitation et extension de logements, réalisation de latrines familiales et communautaires, aménagements d'espaces collectifs ainsi que la mise en place de forêts comestibles.

Au-delà de la simple compilation de données, cet outil vise à structurer l'information, à faciliter l'analyse des interventions dans le temps et à renforcer la visibilité des actions menées. Il constitue ainsi un support central pour la capitalisation, mais également pour le suivi, l'évaluation et la communication des résultats auprès des partenaires et des communautés.

Quelques chiffres :

Sur un total de **188 actions recensées** :

- 106 concernent des femmes
- 77 concernent des hommes
- 5 relèvent d'équipements communautaires (château d'eau, espaces collectifs, etc.)

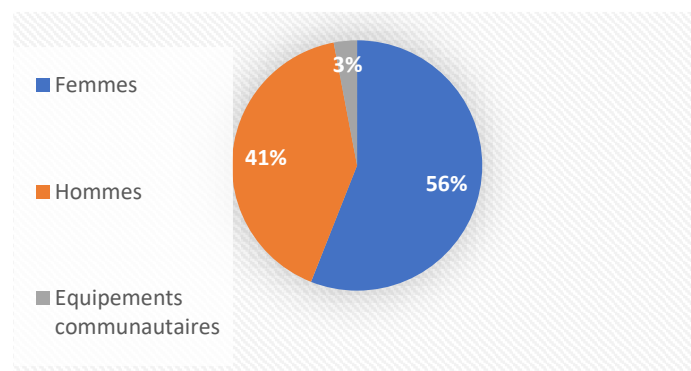
Types d'intervention :

- 49 constructions neuves (dont 4 avec extension)
- 121 réparations (dont 20 avec extension)

- 18 extensions seules

Répartition géographique :

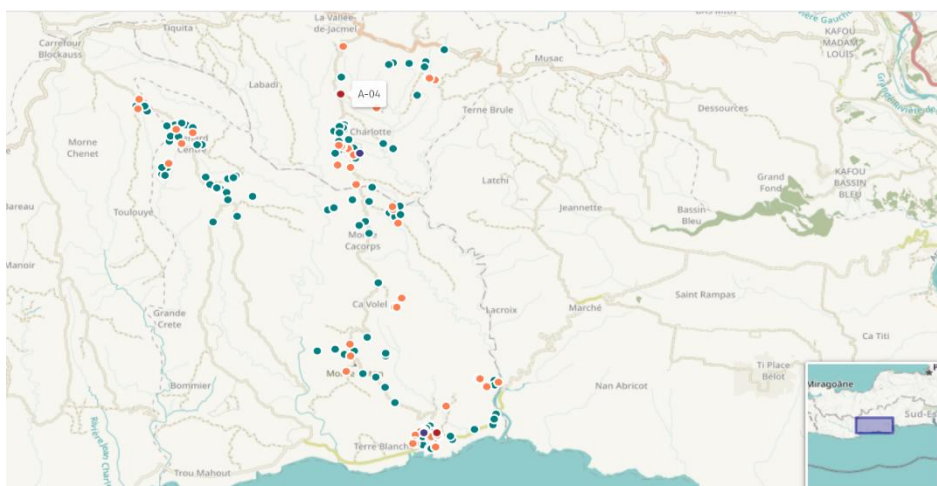
- 66 actions à Poli-Lavial
- 63 à Brésilienne
- 56 à Denard



Par ailleurs, cette base de données a permis la création d'une **carte dynamique** géoréférencée, intégrant pour chaque intervention des informations clés (type d'action, localisation, photographies et brèves descriptions). Cet outil facilite la visualisation spatiale des réalisations depuis 2017 et constitue un support de communication particulièrement pertinent pour valoriser l'impact des projets auprès des parties prenantes.

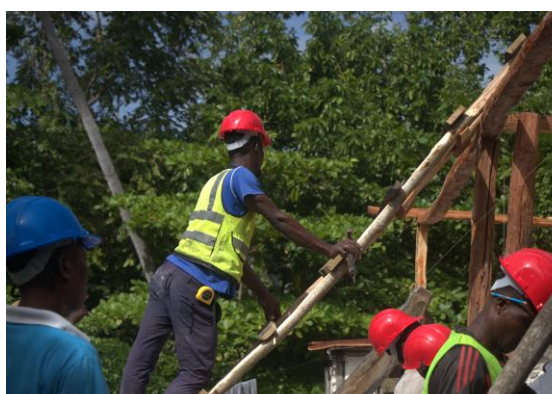
Carte disponible sur le lien :

https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/habitat-cite-capi_1375989#13/18.224192/-72.663574



4. Schématisation des stratégies d'amélioration de l'habitat

Frise chronologique en Annexe 3



Afin de représenter de manière synthétique l'évolution des stratégies d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie, une frise chronologique a été élaborée dans le cadre du processus de capitalisation. Cet outil permet de visualiser dans le temps les principales étapes, dynamiques et inflexions des interventions menées depuis 2017, tout en les replaçant dans un contexte plus large.

La construction de cette frise s'est appuyée sur une démarche participative. Lors d'un atelier dédié, les partenaires OJUCAH, ATECO et CRATERre ont été mobilisés pour partager leurs souvenirs, croiser leurs points de vue et reconstituer collectivement les informations clés. Ce travail de mémoire collective a permis de consolider une vision partagée de l'évolution des actions, en valorisant les expériences vécues par chacun des acteurs.

La frise retrace ainsi, sur une période élargie depuis 2010, les principales initiatives mises en œuvre autour de trois axes structurants : l'amélioration du bâti, l'intégration du genre et la prise en compte des enjeux environnementaux. Elle met également en évidence les différents projets déployés, les partenaires techniques et financiers impliqués, ainsi que les éléments de contexte ayant influencé la mise en œuvre (crises, évolutions institutionnelles, opportunités locales).

Au-delà de sa dimension descriptive, cet outil constitue un support d'analyse permettant d'identifier les continuités, les évolutions méthodologiques et les moments clés du programme. Il contribue ainsi à nourrir la réflexion stratégique, notamment en vue de la capitalisation des apprentissages et de la définition de perspectives.

5. Portraits des habitant·es, artisan·es et partenaires – Annexe 4

*« J'ai appris beaucoup de choses dans le cadre du projet. J'ai d'abord été formée comme artisane, puis j'ai suivi une formation pour devenir formatrice de formateurs, et enfin, je suis devenue technicienne. »
Margarette, artisane.*



« La réparation de ma maison est une grande faveur pour ma famille. La maison était en très mauvais état. Après les travaux, la famille peut enfin vivre tranquillement, surtout quand il pleut ou qu'il y a des cyclones. » Gabriel, habitant à Basanique.

Dans le cadre du processus de capitalisation, une série de 15 entretiens semi-directifs a été réalisée auprès des différentes parties prenantes du projet, afin de recueillir des retours d'expérience qualitatifs et complémentaires aux données quantitatives. Ces entretiens ont été menés auprès de trois groupes d'acteurs : 6 habitant·es bénéficiaires, 6 artisan·es de la construction formé·es dans le cadre des projets, et les 3 partenaires OJUCAH, ATECO et CRAterre.

La méthodologie s'est appuyée sur un guide d'entretien semi-directif co-construit par Habitat-Cité et OJUCAH, permettant d'assurer une cohérence dans la collecte des informations tout en laissant une place à l'expression libre des personnes interrogées. Les entretiens ont été conduits en créole haïtien par un membre d'OJUCAH, garantissant une meilleure compréhension et une relation de confiance avec les participant·es. Ils ont ensuite fait l'objet d'un travail de transcription et de traduction en français.

Les contenus recueillis ont été valorisés sous forme de portraits et de témoignages, réalisés par Habitat-Cité, incluant un travail de synthèse, de rédaction et de mise en page. Cette démarche a permis de mettre en lumière les parcours, les perceptions et les apprentissages des différents acteurs, tout en donnant une dimension humaine et incarnée à la capitalisation.

Au-delà de la collecte d'informations, ces entretiens ont contribué à enrichir l'analyse des actions menées, en apportant un éclairage sur les effets du projet, les changements perçus et les défis rencontrés, du point de vue des bénéficiaires et des partenaires.

6. Fiches de bonnes pratiques – Annexe 5



Afin de formaliser et de valoriser les apprentissages accumulés au cours des dix dernières années, un ensemble de fiches de bonnes pratiques a été élaboré autour de plusieurs thématiques clés : l'amélioration du bâti, le genre, l'environnement, l'approche participative et l'économie solidaire.

Ces fiches constituent un outil de capitalisation visant à synthétiser les expériences de terrain et à rendre accessibles les connaissances produites tout au long des projets. Elles permettent d'identifier, pour chaque thématique, les modalités d'intervention mises en œuvre, les facteurs de réussite, ainsi que les limites rencontrées et les questionnements encore en suspens.

Au-delà d'un simple recueil d'expériences, ces documents proposent une lecture analytique des pratiques développées, en mettant en évidence les enseignements transférables et les points de vigilance à considérer pour de futures interventions. Ils ont ainsi vocation à servir à la fois de support d'apprentissage interne et d'outil de diffusion auprès d'autres acteurs souhaitant s'inspirer de ces approches.

7. Diagnostic Participatif de Genre



En 2022, Habitat-Cité et OJUCAH ont conduit un diagnostic participatif de genre (DPG), dans un contexte marqué par la mise en œuvre, depuis 2018, d'un projet multi-pays et multi-partenaires intégrant des activités en direction des femmes, mais sans ressources spécifiquement dédiées à la transformation des normes et rapports de genre. Cette initiative est née d'un besoin partagé de renforcer la compréhension des enjeux liés au genre et d'améliorer l'intégration de cette dimension dans les interventions.



Ce processus s'est inscrit dans une dynamique de réflexion collective, nourrie à la fois par des échanges internes à Habitat-Cité, parfois marqués par des positions divergentes, et par un dialogue avec les partenaires (CRATERre, OJUCAH, FUNDASAL, ATECO). Il traduit également une volonté affirmée d'aller au-delà d'une approche ciblant uniquement les femmes, pour s'engager plus largement dans la prise en compte des inégalités de genre et des violences faites aux femmes et aux filles.



Le diagnostic participatif de genre peut être défini comme un processus d'analyse collaborative visant à comprendre une situation donnée à partir des savoirs et des expériences des personnes concernées. Dans ce cadre, il a permis de dresser un état des lieux genré du contexte d'intervention, et d'identifier les principales problématiques rencontrées par les femmes, les jeunes filles et les enfants dans les communautés rurales de la vallée de Jacmel et de Bainet.

Sur le plan méthodologique, la démarche s'est déroulée en plusieurs étapes. Une première phase a consisté à définir les axes d'analyse et les outils de collecte (questionnaires, focus groups, ateliers participatifs). Une seconde phase a porté sur la formation des équipes et la co-construction du guide d'enquête, mobilisant des consultantes haïtiennes, des membres du pôle genre d'OJUCAH, des artisanes de la construction et des bénévoles. Au total, 12 journées de terrain ont été organisées dans les localités de Laval Poli, Denard et Brésilienne, impliquant un large éventail de participant-es : 50

femmes, 26 hommes, 81 filles, 35 garçons ainsi que 15 membres des équipes d'OJUCAH et d'ATECO.

En complément, un guide méthodologique a été élaboré afin de formaliser les outils et approches mobilisés lors des ateliers participatifs. Structuré autour de six thématiques principales, il aborde notamment l'analyse de la division sexuelle du travail, les inégalités économiques, sociales et politiques, les enjeux de santé sexuelle et reproductive et les violences de genre, la sexuation de l'espace, la déconstruction des stéréotypes ainsi que l'analyse des rôles et interactions entre les acteurs et actrices.

Au-delà de la production de connaissances, ce diagnostic a constitué une étape clé dans l'évolution des pratiques des partenaires, en contribuant à renforcer leurs capacités d'analyse, à faire émerger des questionnements critiques et à poser les bases d'une meilleure intégration du genre dans les projets futurs.

[« Réaliser un diagnostic participatif de genre en Haïti pour adopter une approche intégrée du genre »](#)

V. Conclusion

Au terme de cette démarche de capitalisation, le projet CAPI met en évidence la richesse des expériences accumulées entre 2017 et 2025, ainsi que la pertinence des approches développées pour améliorer durablement l'habitat et les conditions de vie des communautés rurales en Haïti. Malgré un contexte particulièrement instable, marqué par des crises sécuritaires, économiques et environnementales, les actions menées ont permis de produire des résultats significatifs, tant sur le plan technique que social.

Cette capitalisation souligne en particulier la valeur ajoutée d'une approche intégrée, combinant amélioration du bâti, prise en compte des enjeux de genre, attention aux problématiques environnementales et ancrage dans des dynamiques participatives. Le renforcement des capacités des acteurs locaux, notamment des artisan·es et des organisations partenaires, apparaît comme un levier central pour assurer la durabilité des actions engagées. De même, l'implication des communautés dans les différentes phases des projets a contribué à favoriser l'appropriation des solutions proposées et à renforcer leur pertinence.

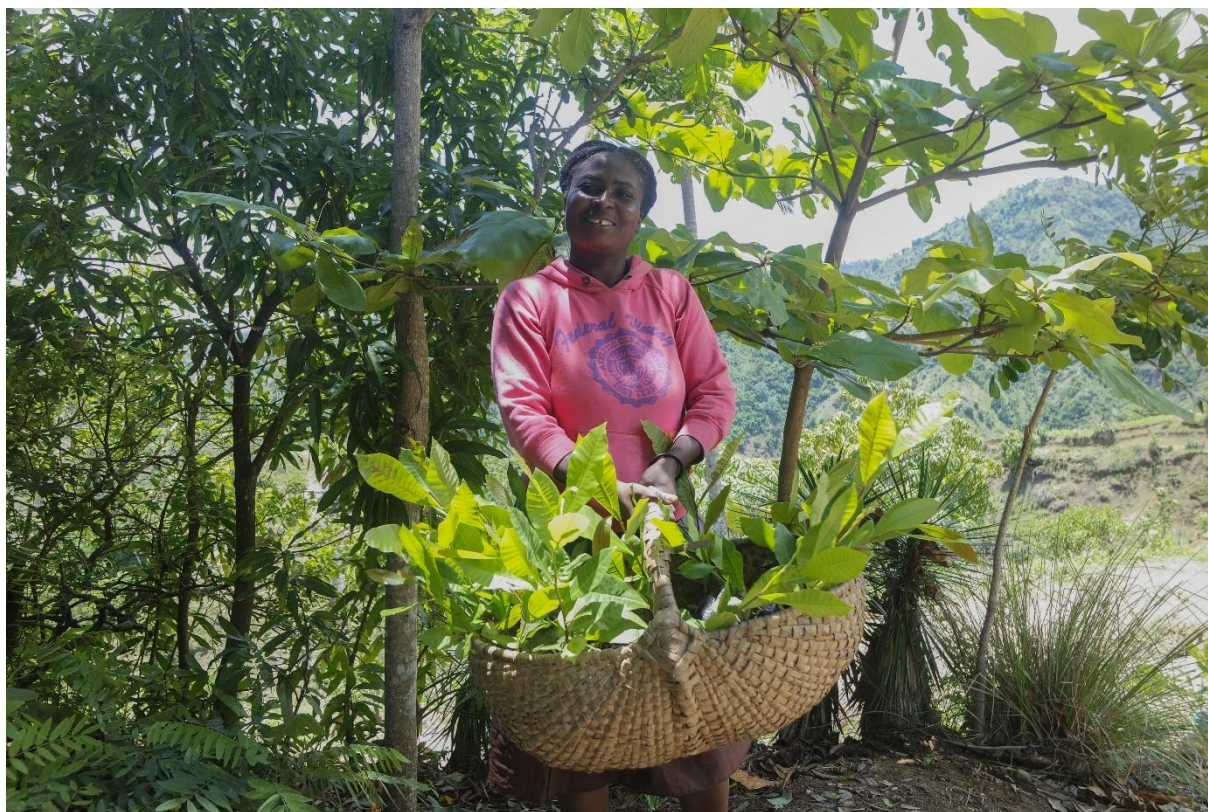
Toutefois, ce travail met également en lumière des limites et des défis persistants. La dépendance aux financements extérieurs, l'instabilité du contexte haïtien, les contraintes d'accès aux ressources et les inégalités structurelles, notamment de genre, continuent de peser sur la pérennité des initiatives. Par ailleurs, certaines ambitions, en particulier en

matière de transformation des normes sociales ou de diffusion à plus grande échelle des pratiques, nécessitent encore des efforts soutenus et des moyens adaptés.

Les enseignements tirés de cette capitalisation invitent ainsi à consolider les acquis, tout en poursuivant l'adaptation des stratégies d'intervention. Ils soulignent l'importance de renforcer les mécanismes de pérennisation, notamment à travers l'autonomisation des partenaires locaux, la structuration de dispositifs économiques solidaires et le développement de partenariats diversifiés. Ils appellent également à approfondir l'intégration transversale du genre et de l'environnement, en les inscrivant davantage au cœur des pratiques et des modèles d'intervention.

Enfin, cette démarche confirme l'intérêt de la capitalisation comme outil d'apprentissage collectif, permettant non seulement de valoriser les expériences passées, mais aussi d'éclairer les choix futurs. Les connaissances produites ont vocation à nourrir les interventions à venir en Haïti, mais également à inspirer d'autres initiatives dans des contextes similaires. Dans cette perspective, le projet CAPI constitue une étape clé vers une meilleure compréhension des dynamiques locales et vers le développement de réponses plus durables, inclusives et adaptées aux réalités des territoires.

VI. Annexes



Plan de travail Capitalisation : CAPI



1. Plan de Capitalisation

La démarche de capitalisation proposée s'inscrit dans le cadre du projet "Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025" (AMHA : avril 2022 - mars 2025) et en parallèle avec la troisième phase du projet triennal "Action Pour l'Habitat" (APH : janvier 2025 - octobre 2027), cofinancé par l'Agence Française de Développement.

Habitat-Cité et OJUCAH envisagent une phase unique d'un an pour lancer un processus de capitalisation couvrant neuf années de travail (2017-2026). La capitalisation s'inscrit dans un double objectif : celui de **réfléchir en commun pour partager les actions et les expériences acquises** et celui d'**élaborer une stratégie pour la pérennisation des actions**.

Comment comprendre la capitalisation sur CAPI ?

Dans une première étape, la capitalisation a pour objectif de systématiser et valoriser les actions et les expériences d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie entreprises au cours de toutes les années du projet, grâce à une réflexion et analyse commune entre habitant·es et partenaires. Cette phase sera marquée par la coproduction et la diffusion des documents qui cherchent à rendre visibles l'apprentissage collectif acquis, les approches, les outils et les actions menées autour de l'habitat, ainsi que des témoignages des acteur·trices impliquées. Les informations recueillies - traduites en schémas, fiches, cartographies - seront partagées avec les réseaux d'acteurs concernés.

Dans une deuxième étape, la capitalisation devient un moyen pour la production d'une stratégie de sortie. Des échanges seront réalisés avec les habitant·es pour réfléchir et explorer le rôle de la communauté dans la pérennisation des actions. Les partenaires locaux seront accompagnés dans l'analyse de la gestion de leurs ressources et compétences au travers d'un autodiagnostic, afin d'affiner leur stratégie de sortie et le bon fonctionnement de leur structure, en pointant les dimensions à renforcer ou corriger.

2. À propos de l'approche de capitalisation

Quel est le but de la capitalisation ?

Une étude de capitalisation proposée en 2020 par la Fondation pour le Logement (FLD) a défini le processus comme le fait de : « ... **Garder la mémoire de ces actions, pour nourrir des processus de réflexion et d'intervention en vue d'une constante adaptation aux attentes et aux besoins des habitants des quartiers ciblés. C'est tout l'enjeu de cette étude transversale de capitalisation**¹ »

En outre, de manière complémentaire, le F3e propose que : "Capitaliser ses expériences, c'est les transformer en connaissances que l'on peut et entend partager et transmettre. En ce sens, elle va plus loin que la capitalisation des pratiques (qui elle se concentre plutôt sur les actions).

En s'intéressant au vécu et à la perception de chaque partie prenante sur ses expériences positives et négatives, la capitalisation des expériences ne se limite pas à la mise en lumière de nouvelles connaissances. La capitalisation contribue également à ce que chaque actrice et acteur ayant pris part au processus en sorte transformé-e, c'est-à-dire, renforcé-e dans sa capacité à s'ouvrir à l'autre, à apprendre, à re-penser et à améliorer son action.

Ponctuelle ou au fil de l'eau, la capitalisation des expériences peut concerner un projet, une action innovante, des pratiques, un module de formation, une méthodologie, etc. Toute expérience est capitalisable"².

Les principaux bénéfices de la capitalisation des expériences, selon F3E :

- Reconnaître et valoriser la connaissance située de chacun·e
- Améliorer la qualité des pratiques et des actions
- Tirer des enseignements issus de l'expérience
- Renforcer le pouvoir d'agir des actrices et acteurs
- Identifier des pratiques inspirantes
- S'enrichir mutuellement
- Apprendre par l'expérience et renforcer les compétences
- Produire et partager de la connaissance.

Ces éléments mis en évidence par F3E permettront également de rendre les actions visibles, renforçant la légitimité des OSCs auprès des partenaires techniques et financiers extérieurs. Dans cette optique de capitalisation, ce projet vise à capitaliser l'expérience de travail acquise entre 2017 et 2025, en plus de :

- Systématiser, valoriser et rendre visible les actions sur l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie (OS1) ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de pérennisation des actions d'amélioration de l'habitat avec une perspective de genre et une approche environnementale (OS2).

¹ Etude transversale multi-acteurs pour une capitalisation des expériences des partenaires de la Fondation Abbé Pierre à l'international. Agir avec les habitants des quartiers précaires, 2020, p.5

² Capitalisation des expériences F3E. Disponible : <https://reseau.f3e.org/methodologies/capitalisation-des-experiences/#mb-block-349600cd-7ba0-460c-aadb-f323942bd8d5>

3. À propos de la stratégie de sortie

Comment comprendre une stratégie de sortie ? Qu'est-ce qu'un plan de sortie ?

"De nombreuses organisations sont confrontées au défi de retirer ou d'achever des projets de coopération, ce qui n'est jamais facile pour les participants concernés. La "stratégie de sortie" est le plan qui définit comment, une fois les objectifs ou la fin d'un projet atteints, l'organisation participante se retire, ou comment elle modifie le plan et son rôle dans celui-ci"³.

"Pour une approche durable, il est essentiel de planifier le retrait d'une organisation humanitaire de soutien travaillant directement avec les structures de protection communautaire* (*partenaires locaux, OSC locales*).

Le plan doit garantir qu'après le départ de l'organisation humanitaire de soutien, la structure de protection communautaire dispose des connaissances, des compétences, de la confiance, de l'acceptation, des outils, des ressources et des opportunités nécessaires pour poursuivre ses activités de protection dans la mesure où elle le souhaite"⁴. Cette stratégie de sortie vise à garantir l'autonomie technique, administrative et financière de l'OSC locale.

Quelques conseils pour concevoir une "stratégie de sortie" réussie :

1. **Indiquer en tout temps la participation et les réactions des partenaires locaux.** Dès le début, une stratégie commune, dirigée par elle-même, en faisant ainsi un atout de changement doit être établie. Il est essentiel que les communautés locales s'impliquent dès le départ à toutes les étapes du projet, afin que les acteurs veillent à ce que tous les groupes soient efficacement représentés, en particulier les plus vulnérables. La promotion de sa participation à l'organisation garantit que l'impact parvient directement à la communauté et qu'elle est en mesure de maintenir les avantages une fois le projet achevé.
2. **Que la stratégie soit souple et reproductible.** Cela signifie qu'il doit être en mesure de s'adapter aux obstacles et aux circonstances qui se produisent pendant le projet, de sorte qu'une stratégie de prévention étudiée doit être mise en place dès le départ. En outre, s'il s'agit d'un projet qui dure après la date limite fixée, il doit être en mesure de s'adapter aux nouvelles circonstances.
3. **Qu'il soit échelonné, de sorte qu'en cas de sortie progressive,** les autres parties prenantes aient développé les compétences et l'engagement nécessaires pour gérer un projet réussi.
4. **Qu'il y ait une communication bonne et transparente.** De bonnes stratégies de communication doivent être élaborées pour avoir un impact sur le présent et l'avenir du projet, et qui font de la "stratégie de sortie" un succès.

³ Quelle est la stratégie de sortie dans les projets de coopération ?, WAP consulting group, 2021. Disponible : <https://www.wapconsulting.es/que-es-la-estrategia-de-salida-en-proyectos-de-cooperacion/>

⁴ Planification et préparation de la sortie des communautés dans les programmes de protection communautaire, OXFAM, 2021. Disponible : <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621208/gd-exit-planning-cbp-170921-fr.pdf;jsessionid=660B0736264FBF787C36EFA300FBF9F?sequence=4>

4. Calendrier d'activités (avril 2024 – mars 2025)

Logique d'intervention		Année 1											
OG	Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025.	avril	mai	juin	juillet	août	septemb re	octobre	novemb re	décemb re	janvier	février	mars
		M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
		2025									2026		
OS1	Systématiser et valoriser les actions sur l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie												
R1	Rassembler l'information concernant les actions menées au cours de toutes les années du projet												
A1	Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans la représentation schématique de leurs stratégies d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie qui prennent en compte les inégalités de genre												
A2	Habitat-Cité et OJUCAH produisent des fiches-thématiques des synthèses sur les principaux thèmes développés au cours du projet												
A3	Habitat-Cité et OJUCAH consolident une base de données (BDD) comprenant tous les actions d'amélioration de l'habitat												
A4	Le développement des actions est analysé et référencé au travers de travaux cartographiques												
R2	Réfléchir aux expériences vécues pour capitaliser en commun												
A1	Les équipes partenaires partagent leurs expériences et réfléchissent aux actions menées ensemble					P	P	P	P				
A2	Des témoignages des habitant-e-s sont collectés					P	P	P	P				
A3	Des témoignages des partenaires locales sont collectés					P	P	P	P				
A4	Des profils/portraits des artisan-e-s de la construction sont élaborés					P	P	P	P				
A5	Habitat-Cité et OJUCAH préparent le rapport de capitalisation du projet												
R3	Rendre l'information disponible												
A1	Les résultats et produits concernant la capitalisation sont diffusés et discutés avec les habitant-e-s bénéficiaires												
A2	Habitat-Cité et OJUCAH rendent disponibles l'information et les documents relatifs à la capitalisation aux différents acteurs et réseaux concernés au niveau local, national et international												
OS2	Contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de pérennisation des actions d'amélioration de l'habitat avec une perspective de genre et une approche environnementale												
R1	Discuter de la stratégie de pérennisation des actions avec les habitant-e-s et les partenaires locaux												
A1	Les habitant-e-s mutualisent leurs idées sur la manière de pérenniser les actions					P	P	P					
A2	Les partenaires locaux sont accompagnés dans l'analyse de la gestion de leurs ressources et compétences par la biais d'un autodiagnostic					P	P	P					
A3	Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans la formalisation des étapes de travail pour un Plan de sortie					P	P	P					
R2	Accompagner l'acquisition des compétences pour la transition de sortie												
A1	Accompagner les partenaires locaux dans le renforcement de compétences												
A2	Sensibiliser les familles et renforcer les stratégies constructives des habitant-e-s												
A3	Renforcement de la Mutuelle de Solidarité (MUSOTEC)												
A4	Continuer les actions de développement des forêts comestibles et de réduction des inégalités de genre par les Clubs de filles												

*P = prioritaire/urgent

5. Détail d'activités prioritaires (août - décembre 2025)

Orange : Habitat-Cité ; Vert : OJUCAH

OS1 / R.2 Réfléchir aux expériences vécues pour capitaliser en commun (juillet - décembre)			
Activité	Résultats	Livrables	Etapes
A. <u>1 Les équipes partenaires partagent leurs expériences et réfléchissent aux actions menées ensemble</u>	Des espaces d'échanges sont organisés pour faire remonter les expériences de travail autour de l'habitat, genre et environnement (dimensions autant émotionnelles que pratiques), avec l'accompagnement d'Habitat-Cité	1 atelier de partage des expériences est réalisé avec la participation d'OJUCAH, d'ATECO, de Repanse Pouwva et Membres de la MUSOTEC	• Elaboration grille des questions /HC • Mise en place de focus group • Rapport d'activité / HC-OJUCAH • Photographies/ OJUCAH
A. <u>2 Des témoignages des habitant-es sont recueillis</u>	Au moins 6 des habitant-e-s qui ont fait partie des actions d'amélioration de l'habitat partagent leurs expériences (habitant-e-s des trois localités d'intervention, hommes et femmes représentatifs de la diversité des expériences vécues).	Au moins 6 entretiens avec les habitant-es sont réalisés 6 fiches de témoignages sont disponibles en créole haïtien et en français	• Elaboration grille des questions /HC • Identification des habitant-es /OJUCAH • Entretiens • Transcription des entretiens CR-FR • Fiches de témoignages • Transcription des fiches en créole haïtien • Validation des fiches et correction du créole • Photographies
A. <u>3 Des témoignages des partenaires locaux sont recueillis</u>	Au moins 6 des partenaires locaux partagent leurs expériences (OJUCAH (4), ATECO (1), Repanse Pouwva (1))	- Au moins 6 entretiens des partenaires sont réalisés - 6 fiches de témoignages sont disponibles en créole haïtien et en français	• Elaboration grille des questions /HC • Réalisation des entretiens • Transcription des entretiens • Fiches de témoignages • Photographies
A. <u>4 Des portraits-témoignages des artisan-e-s de la construction sont élaborés</u>	Au moins 6 portraits-témoignages sont réalisés pour caractériser et connaître le groupe d'artisan-es au cours de leur formation (attentes, besoins, histoires, compétences acquises et avenir proche)	- Au moins 6 entretiens avec des artisan-e-s sont réalisés - 6 portraits-témoignages	• Elaboration grille des questions /HC • Entretiens • Transcription des entretiens • Portraits des artisan-e-s • Photographies
A. 5 Habitat-Cité et OJUCAH préparent le rapport de capitalisation du projet			• Rapport de Capitalisation

OS2 / R.1 Discuter de la stratégie de pérennisation des actions avec les habitant-e-s et les partenaires locaux (juillet - septembre)			
Activité	Résultats	Livrables	Etapes
A. <u>1 Les habitant-e-s mutualisent leurs idées sur la stratégie de pérennisation des actions</u>	Au moins 3 ateliers avec les habitant-es des localités concernées (Poli, Denard et Brésilienne) (20 personnes, dont 10 femmes par localité)	- Au moins 3 ateliers avec les habitant-es*	• Structuration de l'atelier / HC - OJUCAH • Mise en place des ateliers • Feuilles de présence • Photographies • Compte rendu/document de synthèse • Intégration de l'information dans le Plan de sortie / OJUCAH
A. <u>2 Les partenaires locaux sont accompagnés dans l'analyse de la gestion de leurs ressources et compétences par la biais d'un autodiagnostic</u>	Des séances de discussion sont réalisées afin de réfléchir sur l'évaluation de compétences existantes et sur les risques possibles et la manière de les gérer/ atténuer	- 1 autodiagnostic est réalisée, au moins 6 personnes de l'équipe opérationnelle d'OJUCAH participent (enquête)	• Structuration de l'enquête • Structuration des ateliers • Mise en place des ateliers • Analyse de l'information et intégration de l'information dans le Plan de sortie
A. <u>3 Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans la formalisation des étapes de travail pour un Plan de sortie</u>	Des réunions de planification sont menées entre HC et OJUCAH, pour contribuer à expliciter et formaliser les étapes du travail à mettre en place dans le cadre d'un plan de sortie. Le plan de sortie intègre les éléments issus des espaces de discussion communautaires et une perspective de genre.	- 1 document décrivant le plan de sortie est réalisé	• Formalisation des étapes du Plan de sortie entre HC et OJUCAH • Analyse de l'information et intégration de l'information dans le Plan de sortie / HC et OJUCAH rédigent le document • Validation du document Plan de sortie par OJUCAH et ATECO (octobre)

6. Outil d'activités prioritaires (août - septembre 2025)

Ateliers – habitant·es / stratégie de sortie

Proposition : questions ouvertes et discussion des groupes

A.1 Les habitant·es mutualisent leurs idées sur la stratégie de pérennisation des actions		
Outil	Objectifs	Structure/ Questions
Questionnaire/ discussion des groupes (3 ateliers : Poli, Denard et Brésilienne)	Discuter de la stratégie de pérennisation des actions avec les habitant·es Connaître l'avis des habitant·es et le rôle communautaire dans la pérennisation des actions après la fin du projet.	→ Bienvenue → Objectif de l'atelier (contexte du projet, présentation des objectifs, information générale sur la démarche de capitalisation) Questions pour les discussions de groupes : ➤ Ressources/capacités - Quelles sont les capacités de la population locale ? - Quelle est la force de l'organisation communautaire pour la bonne utilisation, le suivi et l'entretien des travaux et processus entamés ? ➤ Pérennisation des actions - Quelles sont les ressources et les pratiques qui contribuent à la pérennisation des actions ? - Quelles sont les actions qui auront plus de probabilité de perdurer dans la communauté une fois le projet terminé (genre, environnement, technique) ? - À qui feront-elles appel pour réparer leurs maisons ? peuvent-ils faire appel à des artisan·s formés dans le projet ? Est-ce que les tarifs des artisan·es formés seront trop élevés ?

Autodiagnostic – partenaires / stratégie de sortie

Proposition : Un questionnaire et un atelier SWOT

A. 2 Les partenaires locaux sont accompagnés dans l'analyse de la gestion de leurs ressources et compétences par le biais d'un autodiagnostic	
Outil	Objectif
Enquête/questionnaire	Obtenir des informations sur les compétences de base, ressources, des partenaires locaux en vue d'identifier les solutions les plus appropriées pour eux après la fin du projet
Atelier/focus groupe SWOT	Construire de scénarios des risques possibles en identifiant clairement la manière de les gérer/ atténuer, sur la base de la connaissance des forces, des faiblesses, des risques et du potentiel, et des alliés

Répondez à l'autodiagnostic - enquête

Qu'est-ce qu'un autodiagnostic ?

"L'autodiagnostic est une opportunité pour mettre en évidence ce qui fonctionne bien dans l'organisation et de partager des idées pour améliorer ce qui marche moins bien".

Objectif : Ce questionnaire cherche obtenir des informations sur vos compétences, actions et ressources à l'avenir

Indications :

- *Prévoir un espace d'échange pour présenter l'enquête aux équipes ;*
- *Répondez aux questions, par écrit, après en avoir discuté en équipe ;*
- *Si vous faites partie d'une organisation, répondez à toutes les questions ;*
- *Si vous faites partie d'un pôle, répondez à toutes les questions, et dans l'item 4 répondez uniquement à celles qui correspondent à votre pôle.*

Indiquez votre organisation/pôle :

- OJUCAH
- Pôle technique
- Pôle environnement
- Pôle genre
- ATECO

1	Processus d'apprentissage	
1.1	Quelles sont vos principales compétences (connaissances théoriques et des savoir-faire pratiques) ? Décrivez-les	
1.1.1	Compétences actuelles (administratif, financier, techniques, pratiques, etc.)	
1.1.2	Compétences potentielles (et ce qui manquerait pour les développer pleinement)	
1.2	Avez-vous reçu des formations ou participé à des rencontres en présentiel cette année, en dehors du partenariat ? Cochez les cases	
1.2.1	○ Ateliers ○ Séminaires ○ Séances de sensibilisation ○ Autres, lesquels ?	
1.2.2	Si vous avez reçu une formation ou participé à des réunions, quels étaient les thématiques abordés ?	
1.2.3	Sinon, quels étaient les freins ?	
1.3	Avez-vous déjà eu recours à des formations ou des ressources en ligne (MOOC, E-learning, webinaires ...) ? Cochez les cases	
1.3.1	○ Si	
1.3.2	○ No	
1.3.3	Si oui, sur quelles thématiques ?	
1.4	Quel support de formation serait le plus adapté pour favoriser votre processus d'apprentissage ? Cochez les cases	

	○ Livres et autres documents par écrite ○ Audio-visuels (enregistrement d'un dialogue, d'une interview, d'une procédure...) ○ Diaporamas ○ Exercices pratiques ○ Autres, lesquels ?	
2	Stratégie de pérennisation des actions	
2.1	Actuellement, pour poursuivre les actions d'amélioration de l'habitat quelles sont :	
2.1.1	• vos besoins (<i>Décrivez-les</i>)	
2.1.2	• vos priorités (<i>Décrivez-les</i>)	
2.1.3	• vos attentes (<i>Décrivez-les</i>)	
2.1.4	• vos ressources (humaines, économiques) (<i>Décrivez-les</i>)	
2.2	Une fois achevée les projets du partenariat, comment projetez-vous :	
2.2.1	• l'exploration d'activités génératrices de revenus	
2.2.2	• les financement des activités	
2.2.3	• le fonctionnement de votre structure (Gouvernance, gestion des ressources humaine)	
2.2.4	• la collaboration avec d'autres potentiels partenaires (locaux, nationaux, internationaux)	

2.2.5	le travail avec la communauté (mobilisation des ressources de la communauté)	
2.2.6	Quelles sont les perspectives de continuité des projets actuels (en termes de défis/opportunités) ?	
2.2.7	Quelles sont les actions qui auront plus de probabilité de perdurer dans la communauté une fois les projets terminés ?	
2.2.8	Envisagez-vous de travailler avec des nouveaux groupes de bénéficiaires ? (Enfants, jeunes, femmes, anciens)	
2.2.9	Envisagez-vous des nouvelles zones d'intervention ? Si oui, lesquelles ?	
3	Approches	
3.1	CCL et TCLA	
3.1.1	Selon vous, à qui feront appel les familles pour réparer leurs maisons ?	
3.1.2	Est-ce que les tarifs des artisan-es formés dans le cadre du projet seront accessibles aux familles ?	
3.2	GENRE	

3.2.1	Pensez-vous que votre organisation continuera à développer les questions de genre dans ses futurs projets ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?	
3.2.2	*Pour OJUCAH - pôle genre : Pensez-vous que le Club de Filles pourra continuer à fonctionner une fois achevé le projet ? Si oui, sous quelle modalité ? Sinon, avez-vous une stratégie pour mettre fin progressivement au travail de sensibilisation sur le genre ?	
3.3	ENVIRONNEMENT	
3.3.1	Pensez-vous que votre organisation continuera à développer les questions environnement dans ses futurs projets ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?	
3.3.2	*Pour OJUCAH - pôle environnement : Pensez-vous que le modèle des forêts comestibles peut être maintenu sans financement et uniquement grâce à l'engagement des habitant·es et des familles ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?	

SWOT - autodiagnostic

Interne/positif : vos forces

- Quels sont les points forts et les avantages de votre organisation ? (Qu'est-ce qui fonctionne bien aujourd'hui, quels sont les points forts qui méritent d'être valorisés et renforcés)
- Qu'est-ce qui les rend uniques en termes d'initiatives d'amélioration de l'habitat ?

Interne/négatif : vos faiblesses

- Quelles sont les points faibles de votre organisation ?
- Quels sont les axes d'amélioration ?

Externe/positif : les opportunités

- De quelles opportunités (connaissances, pratiques, savoir-faire, autres acteurs) pouvez-vous tirer parti ?
- Y a-t-il des possibilités de partenariats (financières, techniques) ?
- Quelles actions/services pouvez-vous continuer à développer ?

Externe/négatif : les menaces

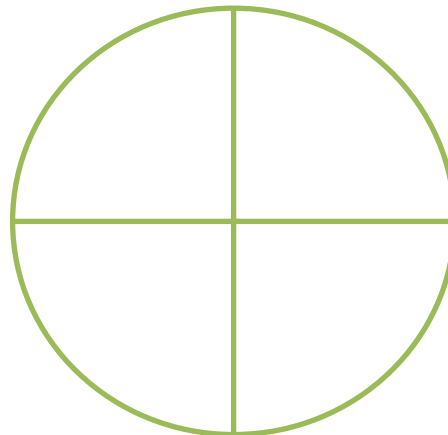
- Quelles sont les menaces (dangers) qui peuvent affecter la continuité de votre organisation ? (Instabilités politiques, crises économiques, crises des financements, changements climatique)
- Quels sont les obstacles et freins à votre action d'amélioration de l'habitat ?

Forces

Interne positif +

Opportunités

Externe positif +



Faiblesses

Interne négatif -

Menaces

Externe négatif -



Stratégie de fin de projet et perspectives de suite Projet Capitalisation : CAPI

*« Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de
vie de communautés rurales, en capitalisant sur
l'expérience acquise entre 2017 et 2025 »
(Avril 2025 – Mars 2026)*

Stratégie de fin de projet et perspectives de suite, La Vallée de Jacmel et Baint, Haïti

Table des matières

1. Activités mises en place	2
2. Autodiagnostic partenaires	3
2.1 Analyse SWOT	3
2.2 Enquête partenaires	5
3. Autodiagnostic habitant·es	12
4. Questions suggérées pour accompagner une stratégie des pérennisations des actions.....	14
4.1 Mobilisation de ressources des structures locales	14
4.2 Mobilisation de ressources de la communauté	14
5. Formations proposées dans le cadre des différents projets.....	15

Ce plan stratégique a été élaboré entre octobre et novembre 2025 dans le cadre du projet « Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, vers une stratégie de pérennisation des actions et de capitalisation de l'expérience entre 2017 et 2025 (La Vallée de Jacmel et Baint, Haïti) ».

Ce document intègre les éléments issus des espaces de débat communautaires, lors de trois ateliers organisés à Poli-Lavial, Denard et Brésilienne. Il intègre également les réflexions issues des espaces d'échange autour d'un autodiagnostic, coordonnés par Habitat - Cité, avec la participation d'OJUCAH et d'ATECO. Il vise à formaliser les étapes de travail dans le cadre d'un Plan de sortie.

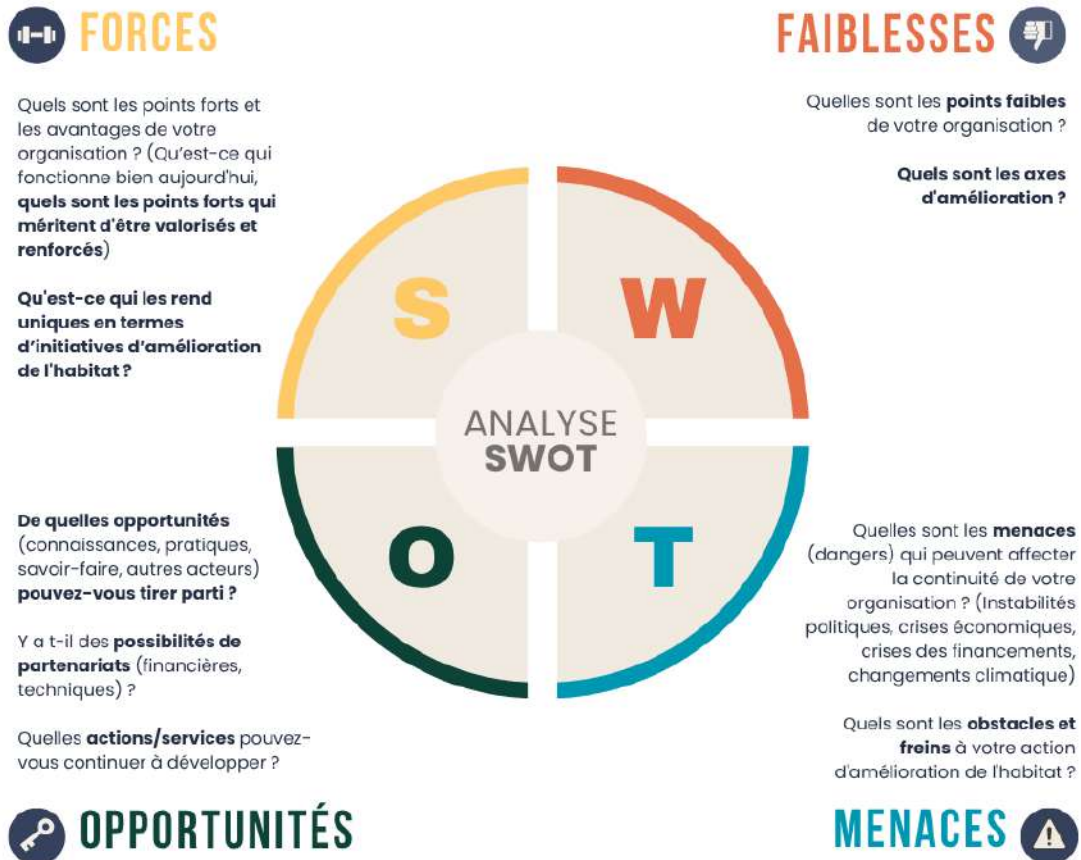
1. Activités mises en place

- Les partenaires locaux ont été accompagnés dans l'analyse de la gestion de leurs ressources et compétences par le biais d'un autodiagnostic
 - 1 atelier de travail réalisé avec OJUCAH et ATECO (1h30), le mardi 21/11/2025
- Les habitant·es ont mis en commun leurs idées sur la stratégie de pérennisation des actions
 - 3 ateliers de travail réalisé dans trois localités (Poli, Denard, Brésilienne)

2. Autodiagnostic partenaires

2.1 Analyse SWOT

Questions qui ont guidé la discussion :



Principaux résultats

- **ATECO et OJUCAH disposent d'une expertise technique** et dans d'autres domaines (genre et environnement), **ce qui leur permet d'être reconnus localement**. En plus de créer des emplois, ils ont la capacité de former, d'évaluer les artisans·es, de sensibiliser les jeunes, de travailler avec les femmes et l'ensemble des communautés rurales.
- Les organisations identifient que **les principaux défis restent d'ordre économique**. Cette situation de dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère les place dans une situation d'instabilité financière (aucune garantie sur la pérennité des ressources humaines, manque d'équipements, faible visibilité, etc.).
- OJUCAH considère que **le contexte de crise est une occasion pour diffuser les bonnes pratiques et de rechercher de nouveaux partenariats**, notamment dans le domaine environnemental. Pour ATECO, cette période représente **une opportunité pour former les jeunes aux métiers, et développer des partenariats techniques permettant de valoriser de nouvelles méthodes de construction plus écologiques**.
- L'instabilité sociopolitique du pays et les coupes budgétaires de la coopération internationale constituent un risque pour leur travail. D'autre part, **le déboisement, les faibles revenus de la population et le manque de cadre politique national favorisant les bonnes pratiques de construction constituent également un défi**. Pour faire face à la pénurie de ressources, on peut imaginer la mutualisation des professionnels, des formations, des moyens et des outils.

ANALYSE SWOT			
FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
Formations pour les jeunes au sein de la communauté - OJUCAH Valorisation du travail des femmes - OJUCAH Actions pour réfléchir aux droits et devoirs des personnes au sein de la société - OJUCAH 3 approches de travail : TCLA, genre, environnement - OJUCAH Échelle de travail d'OJUCAH : départements de sud-est Expertise technique solide (techniciens qualifiés) - ATECO <i>Qu'est-ce qui les rend uniques?</i> Engagement communautaire, formations gratuites, pour les jeunes, création d'emploi locaux - ATECO Travail de sensibilisation, formation, évaluation des artisans·es - ATECO Échelle de travail d'ATECO : niveau national / régions du Sud-Ouest / micro-échelle : réparation, renforcement para-sinistres, etc. - CRATERre	Dépendants d'aides extérieures - OJUCAH Limites d'intervention sur toutes les problématiques - OJUCAH Instabilité financière qui ne permet pas de garantir la pérennité des RH - OJUCAH Dépendance importante vis-à-vis des dons, des subventions : Ressources financières limitées - ATECO Peu de visibilité (absence de site web, par exemple) - ATECO Manque d'équipements et limitations logistiques (insuffisance des matériaux, outils spécialisés) - ATECO Limites de compétences administratives et reporting pour gérer les budgets en direct ; Absence de budget annuel - ATECO Limites en communication et reporting. Nécessité de mutualiser et s'appuyer sur les réseaux, les moyens et les ressources existants - CRATERre	OJUCAH à l'opportunité de vulgariser des bonnes pratiques de construction avec les méthodes TCLA et Maçonnerie chaînée Le domaine environnemental pourrait apporter des partenariats et ressources financières. Recherche de partenaires pour développer le secteur agricole - OJUCAH, CRATERre OJUCAH dispose de RH qualifiées dans différents domaines <i>Quelles actions/services pouvez-vous continuer à développer ?</i> Valorisation des matériaux locaux et des techniques écologiques : blocs en terre, autres méthodes de construction avec des produits locaux - ATECO Il existe de potentiels partenariats techniques pour développer de nouvelles méthodes - ATECO Réorientation des jeunes dû au blocage pour se rendre à Port au Prince, ce qui les motive fortement à se former localement aux métiers (bachelliers) - ATECO Intégrer un budget reforestation dans chaque projet de construction formation - CRATERre	Contexte socio-politique : coupures budgétaires des financeurs Manque de techniciens formés sur les bonnes pratiques de construction Manque d'information de la population sur les bonnes pratiques de construction Déboisement pour la production de charbon de bois Instabilité politique et insécurité nationale Faibles revenus de la population (haut taux de chômage, inflation) Absence de l'état / politiques publiques pour faire appliquer les bonnes pratiques (approche TCLA)

Source : Atelier réalisé avec OJUCAH et ATECO, 21/10/2025

2.2 Enquête partenaires

Les équipes d'OJUCAH et d'ATECO ont répondu à une enquête préparée par Habitat-Cité, entre fin octobre et début novembre. Les questions abordées portaient sur trois axes : le processus d'apprentissage, la stratégie de durabilité des actions et les approches de travail.

Principaux résultats

1. Processus d'apprentissage

- Les partenaires indiquent qu'ils possèdent des compétences administratives, techniques, pratiques, sociales et communautaires.
- Ils soulignent comme compétences potentielles : les nouvelles technologies de construction écologique, les compétences numériques, les compétences en gestion financière et en recherche de financement, ainsi que le développement d'outils de suivi et d'évaluation des projets.
- En dehors du partenariat, au cours de cette dernière année, ils ont suivi des formations (formateurs en entrepreneuriat, protection de l'environnement, construction, entre autres), ainsi qu'ont participé à des ateliers et des séminaires.
- Les deux équipes ont déjà eu recours à des formations ou des ressources en ligne (MOOC, E-learning, webinaire, sur le thème du genre (OJUCAH) et sur la gestion de bases de données (ATECO).
- Ils indiquent que les supports suivants favorisent leur processus d'acquisition de nouvelles compétences : livres et autres documents écrits, supports audiovisuels (enregistrement d'un dialogue, d'une interview, d'une procédure...), diaporamas, exercices pratiques et en ligne.

2. Stratégie de pérennisation des actions

2.1 Etat des lieux (besoins, priorités, attentes et ressources)

- *Leurs principaux besoins* : financement pour la poursuite des projets communautaires d'habitat digne ; appui matériel et logistique pour la formation et les chantiers-écoles ; renforcement des capacités institutionnelles et techniques (formations, formation de nouveaux artisans en construction).
- *Leurs principales priorités* : recherche de financement ; poursuivre les formations et encadrements des artisans locaux ; promouvoir des techniques de construction respectueuses de l'environnement ; consolider le réseau de partenaires techniques et financiers, entre autres.
- *Leurs attentes* : tenir un appui continu du partenariat ; l'accès à des opportunités de formation internationale ; la reconnaissance institutionnelle d'ATECO comme acteur clé du secteur de l'habitat ; une population sensibilisée, des techniciens et artisans bien formés et des maisons bien construites et réhabilitées.
- *Leurs ressources* : ressources humaines (salariés, artisans et membres) et ressources économiques limitées (cotisation des membres, des dons, des frais généraux sur l'exécution des contrats pour des projets, des locaux, de matériel, des outils de diffusion, etc.).

2.3 Projection des activités, une fois le projet terminé :

- **Ils explorent des activités génératrices de revenus**, ATECO prévoit la création des services de construction, de maintenance et réparation communautaire, et la mise en place d'ateliers de fabrication de matériaux locaux ; OJUCAH prévoit la formation d'un groupe de collecte de fonds et la consolidation de la MUSOTEC.
- **Pour les nouvelles sources de financement**, ils projettent la recherche de nouveaux bailleurs nationaux et internationaux et ATECO prévoit également le développement de micro-projets communautaires. Il est recommandé de surveiller régulièrement les appels à projets.
- **Pour le fonctionnement de leur structure**, ils prévoient de rechercher de nouveaux partenaires et de conserver les partenaires locaux actuels, en plus de faire recours au bénévolat (OJUCAH) ; et le maintien d'une gouvernance participative et la mise en place d'un comité de gestion pour la planification, la supervision et la reddition de comptes (ATECO). Mutualiser, partager et s'appuyer sur les réseaux, les moyens et les ressources existants entre partenaires semble être un levier incontournable.
- **Pour la continuité du travail avec la communauté**, ATECO prévoit la promotion de l'auto-construction assistée et des journées communautaires pour l'entretien des espaces communs. OJUCAH propose d'identifier les différentes ressources des communautés et de les renforcer.
- **Les perspectives réelles de continuer à financer les actions une fois que les projets seront terminés sont faibles**. Pour ATECO les formations techniques, la sensibilisation environnementale et sociale et la mobilisation communautaire auront plus de probabilités de perdurer. Pour OJUCAH, dans tous les domaines (genre, environnement et technique), certaines actions spécifiques peuvent se poursuivre pendant quelques mois sans financement, après évaluation par les pôles et la communauté.
- ATECO souhaite travailler davantage avec des jeunes en apprentissage, des femmes chefs de ménage, et les anciens artisans et artisans. Ils prévoient élargir leur champ d'action vers les communes voisines où la demande d'habitat digne est forte.
- OJUCAH souhaite travailler avec des nouveaux groupes de bénéficiaires, notamment dans le secteur de Gard, Bas-fond, Haut Geffray, Ternier, Musac, Morne-à-Bruler.

3. Approches

- **CCL et TCLA**. Les deux organisations estiment que les familles feront appel principalement aux artisan·es formés dans le cadre du projet APH ou dans le réseau des partenaires et que les tarifs resteront accessibles grâce à une approche solidaire. ATECO indique que les artisan·es s'engagent à adapter les coûts selon les capacités économiques des familles.
- **Genre**. Les deux structures manifestent leur intérêt à poursuivre l'approche genre dans leurs futurs projets. ATECO propose certaines actions telles que la promotion du leadership féminin dans les comités de projets, l'implication des femmes dans les formations techniques et la sensibilisation continue à l'égalité des chances sur les chantiers et dans la gouvernance. OJUCAH, indique que le Club des filles pourra continuer avec le travail bénévole des mentors, en attendant de nouveaux financements. Si ces financements ne sont pas accordés, une stratégie pour mettre fin de manière progressive sera établie.
- **Environnement**. Les deux structures manifestent leur intérêt à poursuivre l'approche environnement dans leurs futurs projets. ATECO continuera à l'intégrer dans ses activités en utilisant des matériaux locaux et écologiques, en promouvant la gestion durable des ressources naturelles et en sensibilisant les communautés à la réduction des déchets et à la reforestation. Pour OJUCAH, le modèle des forêts comestibles peut être maintenu sans financement et uniquement grâce à l'engagement des habitant·es et des familles.

Questions/partenaires		OJUCAH	ATECO
1	Processus d'apprentissage		
1.1	Quelles sont vos principales compétences (connaissances théoriques et savoir-faire pratiques) ? Décrivez-les		
1.1.1	Compétences actuelles (administratif, financier, techniques, pratiques, etc.)	1) Administratives : Comptabilité, Économie, Assistant Comptable, un bureau équipé. 2) Financières : Un grand local aménagé, un dortoir approprié, 4 motocyclettes, 3 voitures, des mobiliers, un atelier muni de différents outils, un mutuel de solidarité etc. 3) Techniques : Renforcement de la capacité d'un ingénieur, formation de 4 techniciens-nes en construction, formation de 2 formateurs techniques en construction, formation de 85 artisans(es) en construction, Technicienne agricole, 6 personnes formées sur l'agriculture syntropic, la permaculture et l'agroforesterie. 4) Pratiques : Construction des maisons en TCLA et maçonneries chaînées, des toilettes sèches et traditionnelles, des espaces publics et hygiéniques et des toilettes publiques, réhabilitation de plusieurs typologies de maisons traditionnelles, des espaces publics, des toilettes publiques et des écoles.	- Compétences administratives : planification de projets, gestion de ressources, rédaction de rapports, suivi budgétaire. - Compétences techniques : conception et construction de bâtiments durables, utilisation de matériaux locaux (terre, pierre, bois), application de normes parasismiques et para-cycloniques. - Compétences pratiques : formation d'artisans, accompagnement communautaire, supervision de chantiers et maintenance, analyse de culture constructive locale. - Compétences sociales et communautaires pratiques : mobilisation, animation de groupes, sensibilisation à l'habitat digne et à la protection de l'environnement.
1.1.2	Compétences potentielles (et ce qui manquerait pour les développer pleinement)	- Les Compétences potentielles : Éleveurs, agriculteurs, artisans, artisan(es) en construction, Agronomes, techniciens(nes) en agriculture, ingénieurs civil, ingénieur en développement, formateurs (trices) en construction, Comptable, Économiste, Avocat, Gestionnaire, Assistant Comptable, Enseignants, Vétérinaires, Chauffeurs, Mécaniciens etc. - Seul manque de moyen financier nous manquerait pour les développer pleinement.	- La maîtrise des nouvelles technologies de construction écologique (éco-matériaux, conception bioclimatique). - Les capacités en gestion financière et recherche de financement. - Les compétences numériques (communication, documentation, utilisation de plateformes de formation en ligne). - Le développement d'outils de suivi-évaluation pour les projets. Un accompagnement en formation et en matériel didactique aiderait à développer pleinement ces compétences.
1.2	Avez-vous reçu des formations ou participé à des rencontres en présentiel cette année, en dehors du partenariat ? Cochez les cases		
1.2.1	- Ateliers - Séminaires - Séances de sensibilisation - Autres	Ateliers Séminaires Séances de sensibilisation Autres (Diagnostic territoriale, formation avec la Croix Rouge, la Mairie)	Ateliers Séminaires
1.2.2	Si vous avez reçu une formation ou participé à des réunions, quelles étaient les thématiques abordées ?	- Protection des bassins versants - Gestion de l'eau - Protection de l'environnement - Protection civile - Sensibilisation sur les catastrophes naturelles - Diagnostic territorial sur (Kobo collect et ODK) - Formation sur la construction (choix du site, test du sol et qualité de matériaux)	Formation des formateurs en entrepreneuriat
1.3	Avez-vous déjà eu recours à des formations ou des ressources en ligne (MOOC, E-learning, webinaires ...) ? Cochez les cases		

1.3.1	Oui/no	Si	Si
1.3.2	Si oui, Sur quelles thématiques ?	Genre	Gestion base de données
1.4	Quel support de formation serait le plus adapté pour favoriser votre processus d'apprentissage ? Cochez les cases		
1.4.1	→ Livres et autres documents par écrite → Audio-visuels → Diaporamas → Exercices pratiques Autres, lesquels ?	- Livres et autres documents par écrite (oui) - Audio-visuels (enregistrement d'un dialogue, d'une interview, d'une procédure...) (oui) - Diaporamas (oui) - Exercices pratiques (oui) - Autres, lesquels ? En ligne	- Livres et autres documents par écrite (oui) - Audio-visuels (enregistrement d'un dialogue, d'une interview, d'une procédure...) (oui) - Diaporamas (oui) - Exercices pratiques (oui)
2	Stratégie de pérennisation des actions		
2.1	Actuellement, pour poursuivre les actions d'amélioration de l'habitat quelles sont :		
2.1.1	vos besoins (Décrivez-les)	Sensibilisations communautaires, refaire les diagnostics territoriaux, identification des personnes les plus vulnérables, choix bénéficiaires, matériels et équipements, formations recyclages, formation de nouveaux artisans en construction, matériaux, moyens financiers et sensibilisation des habitants des communautés sur les aspects techniques de la construction et de l'environnement.	Appui matériel et logistique pour la formation et les chantiers-écoles. Financement pour la poursuite des projets communautaires d'habitat digne. Renforcement des capacités institutionnelles et techniques.
2.1.2	vos priorités (Décrivez-les)	- Trouver des moyens financiers - Sensibiliser les habitants des communautés - Refaire les diagnostics - Identifier les personnes les plus vulnérables - Former et recycler les techniciens et les artisans - Construire et réhabiliter	- Poursuivre les formations et encadrements des artisans locaux. - Promouvoir des techniques de construction respectueuses de l'environnement. - Consolider le réseau de partenaires techniques et financiers. Et s'appuyer sur les partenaires actifs de la réseaux TCLA
2.1.3	vos attentes (Décrivez-les)	- Avoir assez de moyen pour atteindre nos objectifs - Avoir une population sensibilisée - Avoir de nouveaux bénéficiaires - Avoir des techniciens et artisans bien formés - Avoir des maisons bien construites et réhabilitées	Un appui continu du partenariat entre OJUCAH/ATECO et les autres partenaires. L'accès à des opportunités de formation internationale. La reconnaissance institutionnelle d'ATECO comme acteur clé du secteur de l'habitat.
2.1.4	vos ressources (humaines, économiques) (Décrivez-les)	- Ressources Humaines : Comptable, Assistant Comptable, Économiste, Ingénieur, Techniciens en construction, Artisans en construction et la population. - Ressources Économiques : nous avons un bureau équipé, des équipements et matériels disponibles.	Humaines : 25 cadres, 275 artisans membres adhérents. Économiques : ressources limitées provenant de la cotisation des membres, des dons, des frais généraux sur l'exécution des contrats pour des projets
2.2	Une fois achevée les projets du partenariat, comment projetez-vous :		
2.2.1	l'exploration d'activités génératrices de revenus	- Former une cellule de recherche de fonds - Consolider la MUSOTEC - Conserver nos acquis disponibles	Mise en place d'ateliers de fabrication de matériaux locaux (blocs de terre, blocs de ciment, préparation des bois d'œuvre de construction). Création de services de construction, de maintenance et de réparation communautaire.
2.2.2	les financements des activités	- Rechercher de nouveaux bailleurs nationaux et	Développement de micro-projets communautaires.

		internationaux.	Recherche de subventions et partenariats avec des institutions nationales et internationales.
2.2.3	le fonctionnement de votre structure (Gouvernance, gestion des ressources humaine)	- Mobiliser nos ressources humaines disponibles les tenir utiles bénévolement jusqu'à ce qu'on trouve de nouveaux bailleurs.	Maintien d'une gouvernance participative. Mise en place d'un comité de gestion pour la planification, la supervision et la reddition de comptes.
2.2.4	la collaboration avec d'autres potentiels partenaires (locaux, nationaux, internationaux)	Nous nous mettrons disponibles pour participer à des appels à projet au niveau national et international et aussi des potentielles collaborations avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux.	ATECO prévoit de poursuivre sa collaboration avec : - OJUCAH - Les autorités locales - Les ONG spécialisées dans l'habitat et l'environnement - Les institutions de formation technique
2.2.5	le travail avec la communauté (mobilisation des ressources de la communauté)	- Identifier les différentes ressources des communautés. - Renforcer les ressources des communautés. - Encadrer les ressources des communautés. - Utiliser ces ressources pour le bien être des communautés	Promotion de l'auto-construction assistée. Organisation de journées communautaires pour l'entretien des espaces communs.
2.2.6	Quelles sont les perspectives de continuité des projets actuels (en termes de défis/opportunités) ?	- Pour nous le principal et unique défi pour la continuité des projets actuels est le manque des moyens financiers et comme opportunité nous avons les ressources humaines et matérielles disponibles.	Promotion de l'auto-construction assistée. Organisation de journées communautaires pour l'entretien des espaces communs
2.2.7	Quelles sont les actions qui auront plus de probabilité de perdurer dans la communauté une fois les projets terminés ?	Une fois que les projets sont terminés les actions qui auront plus de probabilités de perdurer dans les communautés sont : 1) Actions sur l'environnement 2) Le genre 3) L'action technique	- Formations techniques - Sensibilisation environnementale et sociale - Mobilisation communautaire
2.2.8	Envisagez- vous de travailler avec des nouveaux groupes de bénéficiaires ? (Enfants, jeunes, femmes, anciens)	Oui	ATECO souhaite intégrer davantage : - Les jeunes en apprentissage - Les femmes chefs de ménage - Les anciens artisans et artisanes
2.2.9	Envisagez-vous des nouvelles zones d'intervention ? Si oui, lesquelles ?	Oui (Gard, Bas-fond, Haut Geffray, Ternier, Musac, Morne-à-Bruler)	Oui. Extension envisagée vers les communes voisines où la demande d'habitat digne est forte.
3	Approches		
3.1	CCL et TCLA		
3.1.1	Selon vous, à qui feront appel les familles pour réparer leurs maisons ?	Les familles feront appel au boss formé pour réparer ou construire leurs maisons.	Les familles feront appel principalement aux artisans formés dans le cadre du projet APH, membres ou partenaires d'ATECO.
3.1.2	Est-ce que les tarifs des artisans formés dans le cadre du projet seront accessibles aux familles ?	Oui le tarif des artisans formés dans le cadre du projet seront accessibles aux familles.	Oui, les tarifs resteront accessibles grâce à une approche solidaire : les artisans s'engagent à adapter les coûts selon les capacités économiques des familles.
3.2	GENRE		
3.2.1	Pensez-vous que votre organisation continuera à développer les questions de genre dans ses futurs projets ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?	Oui notre organisation continuera à développer les questions de genre dans les futurs projets. Par l'intégration des femmes et des filles dans ses différentes activités.	Oui. ATECO poursuivra l'intégration du genre à travers : - La promotion du leadership féminin dans les comités de projets. - L'implication des femmes dans les formations techniques. - La sensibilisation continue à l'égalité

			des chances sur les chantiers et dans la gouvernance.
3.2.2	*Pour OJUCAH - pôle genre : Pensez-vous que le Club de Filles pourra continuer à fonctionner une fois achevé le projet ? Si oui, sous quelle modalité ? Sinon, avez-vous une stratégie pour mettre fin progressivement au travail de sensibilisation sur le genre ?	Oui, le club des filles pourra continuer à fonctionner une fois achevé le projet, les Mentors pourront travailler un certain temps comme bénévole en attendant qu'on cherche de fond pour les rémunérer mais, si ça ne marche pas nous trouverons une stratégie avec les Mentors et Repanse Pouvwa pour mettre fin progressivement.	
3.3	ENVIRONNEMENT		
3.3.1	Pensez-vous que votre organisation continuera à développer les questions environnement dans ses futurs projets ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?	Oui notre organisation continuera à développer les questions environnement dans ses futurs. Avant le projet la question environnementale était notre point fort, au cours du projet nous avons pris une extension avec les gens formés en agriculture syntropique, permaculture et agroforesterie qui est un atout pour nous pour continuer à mener nos actions environnementales dans nos futurs projets.	Oui. ATECO continuera à intégrer l'environnement dans ses activités en : - Utilisant des matériaux locaux et écologiques. - Promouvant la gestion durable des ressources naturelles. - Sensibilisant les communautés à la réduction des déchets et à la reforestation.
3.3.2	*Pour OJUCAH - pôle environnement : Pensez-vous que le modèle des forêts comestibles peut être maintenu sans financement et uniquement grâce à l'engagement des habitant-es et des familles ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?	Oui le modèle des forêts comestibles peut être maintenu sans financement et uniquement grâce à l'engagement des habitants et des familles. Parce que une fois que les familles sont intéressées les personnes formées dans la communauté seront prêtes à les accompagner.	



Atelier avec les habitant·es de la localité de Denard

3. Autodiagnostic habitant·es

55 personnes ont participé à des ateliers dans les trois localités d'intervention : Poli-Lavial (17), Denard (18) et Brésilienne (20). Des questions sont proposées et débattues en groupe, puis présentées à la fin lors d'une plénière. Les ateliers ont été animés par OJUCAH.

Principaux résultats

1. Ressources/capacités

1.1 Quelles sont les capacités (compétences/savoirs/ressources) de la population locale ?

- Des personnes formées et des professionnelles dans tous les domaines, ainsi que des infrastructures disponibles (écoles, centre de santé, infrastructure routière et lignes de tuyauteries) - *Poli, Denard et Brésilienne*.

1.2 Quelle est la force de l'organisation communautaire ?

- Mobilisation des technicien·es, ingénieur·es et artisan·es formés dans le cadre du projet, ainsi que de personnes formées pour l'équipe d'OJUCAH. En outre, des délégués dans chaque zone et des personnes compétentes et engagées dans différents domaines - *Poli, Denard et Brésilienne*.

2. Pérennisation des actions

2.1 Quelles sont les ressources et les pratiques qui peuvent contribuer à la pérennisation des actions du projet ?

- Des technicien·es, ingénieur·es et artisan·es bien formés. Le choix de bons sols, matériaux locaux adaptés, nouvelles techniques et méthodes de construction - *Poli, Denard et Brésilienne*.
- Bonne collaboration entre les membres de la communauté - *Brésilienne*.

2.2 Quelles sont les actions qui auront plus de probabilité de perdurer dans la communauté une fois le projet terminé (genre, environnement, technique) ?

- L'action sur l'environnement et le genre - *Poli-Lavial*
- L'action sur l'environnement et les actions techniques - *Denard*
- Toutes les actions comme le genre, les actions techniques et environnementales - *Brésilienne*.

2.3 À qui feront appel les artisan·es pour réparer leurs maisons ? peuvent-ils faire appel à des artisan·es formés dans le projet ? Est-ce que les tarifs des artisan·es formés seront trop élevés ?

- Les habitants envisagent de faire appel aux artisan·es formés dans le cadre du projet et estiment que les tarifs ne seront pas trop élevés, car les artisan·es connaissent la situation économique des familles et parviendront à un accord favorable - *Poli, Denard et Brésilienne*.

Il existe également des groupes ayant des opinions divergentes, pour eux :

- Les tarifs appliqués par les artisans du projet seront plus élevés, ils fixeront les prix qu'ils souhaitent en indépendance - *Denard, Brésilienne*
- Les familles pourront également faire appel à des artisan·es de la communauté, dont les tarifs seront probablement inférieurs à ceux des artisan·es formés dans le cadre du projet - *Brésilienne*

Questions	Ressources	Pérennisation des actions
Poli-Laval	Capacités de la population : - Il y a des personnes qui sont formateurs sur l'environnement, la construction et le genre et des personnes exerçant certaines professions (artisans, agronomes, enseignantes, médecins, agriculteurs, ingénieurs) (groupe 1, 2, 3, 4) Force de l'organisation communautaire : - Personnes formées dans tous les domaines (groupe 1, 2, 3, 4) - Déléguées dans chaque zone, puis l'équipe d'administration (groupe 3, 4)	Ressources et les pratiques : - Toujours réparer et entretenir les actions (groupe 1) - Des techniciens, bosses bien formées, les bénéficiaires doivent tenir les actions propres (groupe 2) - Le choix de bon sol, matériaux, techniciens, ingénieurs, techniques et méthodes (groupe 3, 4) Actions qui auront plus de probabilités de perdurer : - L'action sur l'environnement, car en nous organisant nous pouvons travailler (groupe 1). Les habitants seront plus intéressés à planter des arbres et faire du compost naturel (groupe 3), pour mieux cultiver et mieux récolter (groupe 4) - L'équité entre les hommes et femmes, respect des femmes et des filles (groupe 2, 4) À qui feront-elles appel pour réparer leurs maisons ? - Les habitants appelleront les bosses formées dans le cadre du projet parce qu'ils sont formés pour ça. Les tarifs ne seront pas trop élevés parce qu'ils connaissent la réalité de tout le monde dans la zone, une entente favorable sera trouvée, ils sont formés pour ça (groupe 1, 2, 3, 4)
Denard	Capacités de la population : - Nous avons les bosses formées par OJUCAH et d'autres bosses qui ont des capacités. Nous avons des professionnelles, plusieurs écoles, et un centre de santé (groupe 1, 2, 3, 4) Force de l'organisation communautaire : - On mobilise des techniciennes, ingénieurs et bosses formés dans le cadre du projet, personnes formées pour l'équipe d'OJUCAH (groupe 1, 2, 3, 4)	Ressources et les pratiques : - Le choix de bon sol, matériaux, techniciens, ingénieurs, techniques et méthodes de construction (groupe 1, 2, 3, 4) Actions qui auront plus de probabilités de perdurer : - L'action sur l'environnement, car les habitants de la région vivent principalement de l'agriculture. Ils utiliseront beaucoup plus ces méthodes et techniques pour cultiver et seront rentables (groupe 1, 2). - Les actions sur l'environnement, les habitants utiliseront des bonnes méthodes pour cultiver ; et les actions techniques, ils feront choix des bons matériaux qui peuvent durer (groupe 2, 3) - Les actions techniques, la façon dont on fait les constructions et la capacité des bosses (groupe 4) À qui feront-elles appel pour réparer leurs maisons ? - Les habitants appelleront les bosses formées dans le cadre du projet. Les tarifs ne seront pas trop élevés parce qu'ils connaissent la réalité économique de tout le monde dans la zone (groupe 1, 3), la construction peut coûter beaucoup moins (groupe 4) - Les habitants appelleront les bosses formées dans le cadre du projet. Le tarif sera plus élevé, toutefois ce n'est pas OJUCAH qui les enverra, ils demanderont ce qu'ils veulent (groupe 2)
Brésilienne	Capacités de la population : - Nous avons des ressources humaines, personnes formées dans tous les domaines (artisans, agronomes, enseignantes, médecins, agriculteurs, ingénieurs) (groupe 2) et d'infrastructure (routière et lignes de tuyauteries sans eau) (groupe 1, 3) - Nous nous organiserons dans la mutuelle de solidarité et Tipa (petit port) (groupe 4) Force de l'organisation communautaire : - Nous avons des professionnelles compétentes, on sensibilise à la population et on fait aussi une bonne gestion de ressources (groupe 1) - Prendre soin de ce qu'on a dans la zone pour qu'il puisse durer (groupe 2) - Techniciennes formées, déléguées de la zone et personnes engagés selon les domaines (groupe 3) - Bonne gestion et control sur les matériaux, bon choix des techniciens, bonne réalisation de diagnostics et des bénéficiaires, bonne contribution des familles et supervision des chantiers (groupe 4)	Ressources et les pratiques : - Des techniciens, ingénieurs et bosses bien formés, des bons matériaux et une bonne collaboration entre les membres de la communauté (groupe 1, 3) - Prendre soin de ce qu'on a et s'organiser (groupe 2) - Artisans et matériaux locaux adaptées et nouvelles techniques (groupe 4) Actions qui auront plus de probabilités de perdurer : - Toutes les actions comme le genre, environnement et technique peuvent durer longtemps (groupe 1) - L'action sur l'environnement, car tout le monde vit ou dépend de la terre, puis la plantation d'arbres (groupe 2) - Les actions techniques et environnementales. Les habitants aiment la façon dont OJUCAH construit les maisons. Nous devons planter beaucoup d'arbres pour embellir notre communauté (groupe 3) - Les techniques de construction (groupe 4) À qui feront-elles appel pour réparer leurs maisons ? - Les habitants appelleront les bosses formées dans le cadre du projet. Les tarifs ne seront pas trop élevés (groupe 1, 3) et cela dépendra du travail à faire (groupe 2) - Nous pouvons appeler tous les artisans de la communauté. Nous pouvons appeler les artisans formés dans le projet selon nos moyens. Ces artisans nous demanderont un prix plus élevé que les autres (groupe 4).

4. Questions suggérées pour accompagner une stratégie de pérennisation des actions

4.1 Mobilisation de ressources des structures locales

Les deux partenaires locaux ont des modèles organisationnels différents. ATECO souhaite renforcer sa structure dans le cadre d'un plan de services de construction (maintenance et réparation) et la fabrication de matériaux écologiques, ainsi que le renforcement de la communauté à travers de la promotion de l'auto-construction assistée et des journées communautaires pour l'entretien des espaces communs. De la part d'OJUCAH, ils projettent la recherche de nouveaux partenaires et la conservation des partenaires locaux actuels, en plus de faire recours au bénévolat dans l'attente de nouveaux financements. Ils prévoient également la formation d'un groupe de collecte de fonds et la consolidation de la Mutuelle de Solidarité des Technicien·nes « MUSOTEC ».

Activités fortement recommandées à poursuivre	Ressources et connaissances à explorer ou renforcer	Collaboration avec d'autres acteurs
Le partenariat local comme instrument de rassemblement et de cohésion sociale : → Continuer à renforcer l'expertise technique acquise et la partager autant que possible à travers des événements et des activités (formation, évaluation des artisan·nes, créations des matériaux écologiques locales, etc.). → Sensibiliser les jeunes et impliquer les femmes et l'ensemble de la communauté rurale dans des futurs actions et projets. → Diffuser les bonnes pratiques développées au cours des dernières années de projets. → S'appuyer sur les partenaires actifs de la réseaux TCLA. → Prendre contact avec des partenaires/mentors potentiels (Ayitika). → Veille sur les appels à projet.	→ Diversification des services et renforcement du développement d'outils liés aux nouvelles technologies de construction écologique. → Formations pour acquérir des compétences numériques → Formations pour acquérir des compétences en gestion financière, gestion projet et en recherche de financement → Renforcer le développement d'outils de suivi et d'évaluation des projets.	Consolider le réseau de partenaires techniques et financiers : → Recherche des nouveaux partenariats techniques et financiers nationaux et internationaux → Recherche et réponse aux appels d'offres pour le développement de projets locaux dans les nouvelles zones d'intérêt
<i>Moyen et long terme</i>	<i>Court et moyen terme</i>	<i>Court et moyen terme</i>

4.2 Mobilisation de ressources de la communauté

Les habitant·es expriment leur fierté de compter parmi leurs membres des personnes formées et professionnelles dans tous les domaines, ainsi que de disposer des infrastructures physiques (écoles, centres de santé, routière, entre autres). La grande majorité des participants aux ateliers considèrent que tous les thèmes transversaux du projet peuvent perdurer dans la communauté, au niveau technique grâce aux artisan·es formées, aux activités environnementales et aux aspects liés au genre.

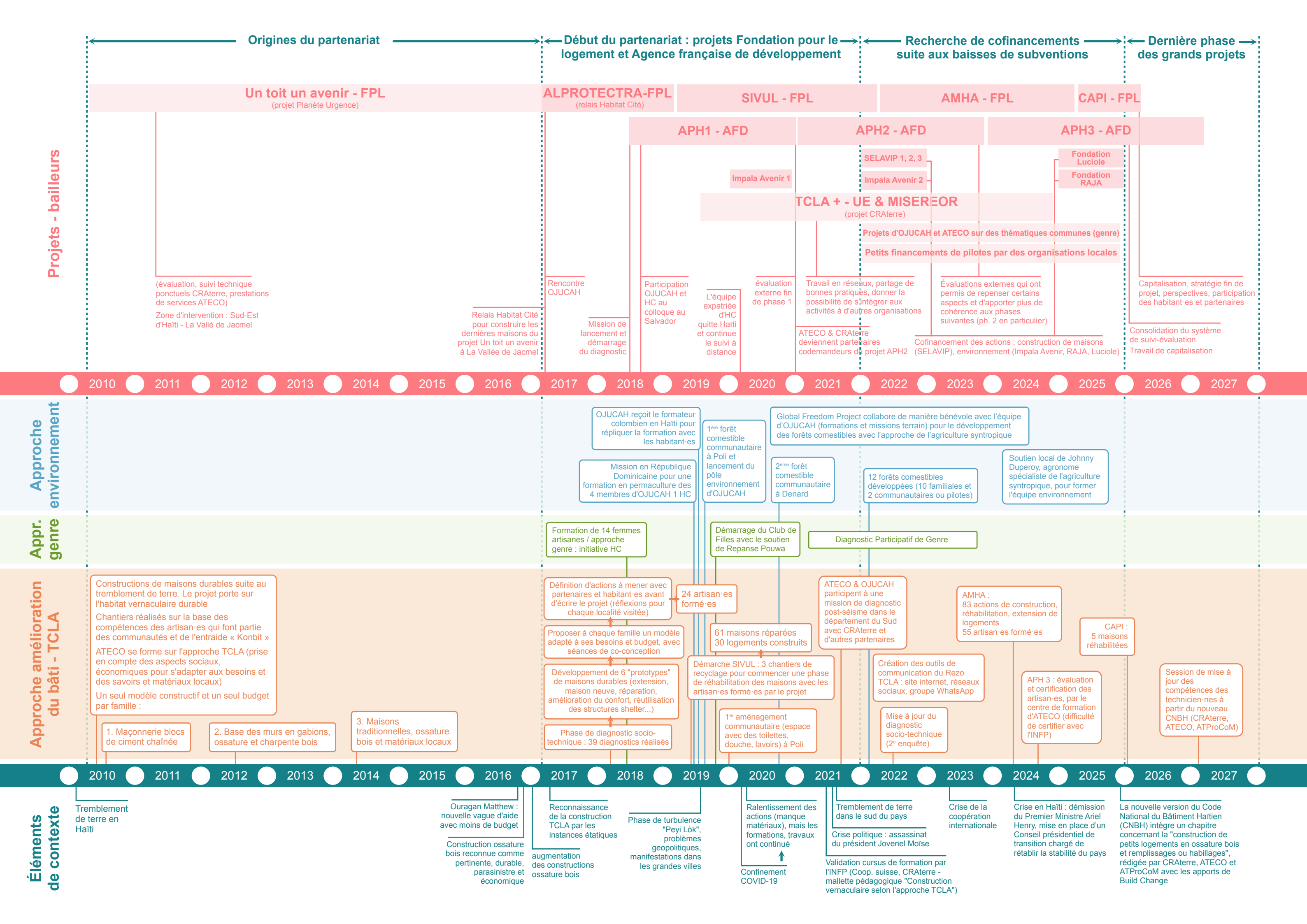
Nouvelles formes de collaboration	Ressources et connaissances à explorer ou renforcer
→ Identifier les actions spécifiques susceptibles de perdurer et créer des espaces de collaboration basés sur le volontariat. Il est souhaitable d'impliquer les habitant·es dans la formulation et la mise en place d'un plan d'action de bénévolat. → Convenir avec les artisan·es des prix de base de leur intervention, afin d'éviter des tarifs inabordables pour les familles à l'avenir, avant la fin du projet et avec toutes les parties prenantes (OJUCAH, ATECO, délégués ou leaders communautaires). → Essayer de nouveaux modèles de travail, par exemple développer des projets pilotes autofinancés par les propriétaires, avec konbit. → Mutualiser, partager et s'appuyer sur les réseaux, les moyens et les ressources existants (Exemple : un photographe pour plusieurs organisations).	Reconnaissance des acteurs locaux comme moteur du développement local : → Il est fortement recommandé de s'appuyer sur les délégués locaux et toute personne souhaitant contribuer par son professionnalisme et ses connaissances aux actions communautaires. Mettre en place un groupe de travail pour les impliquer dans le plan de sortie et les nouvelles dynamiques de travail. → Favoriser une dynamique d'innovation sociale ou d'inventions productives permettant de trouver de nouveaux engagements dans la communauté et de dynamiser les activités. Il est souhaitable d'impliquer les habitant·es dans la formulation et la mise en place des futurs projets.
<i>Court et moyen terme</i>	<i>Court et moyen terme</i>

5. Formations proposées dans le cadre des différents projets

Les formations proposées ont pour objectif d'illustrer les domaines dans lesquels les partenaires augmenteront leurs compétences à court terme et dans le cadre d'une acquisition de connaissances stratégiques afin de garantir une autonomie maximale une fois le partenariat terminé. Certaines de ces formations sont prévues et financées dans le cadre de projets en cours ; d'autres peuvent être proposées à financement ou à titre gracieux.

Formation	Thématique	Organisme	Lien / Lieu	Temps	Coût	Pour qui ?	Dans quel but ?	Etat / Projet
Formation à la photographie	Communication	Prestataire	Bureaux et zone d'intervention d'OJUCAH	1 an	1 500€ (FLD)	Equipe opérationnelle d'OJUCAH)	Acquisition des connaissances techniques nécessaires à la prise de photos (théorique et pratique : connaissance de différents plans et cadrages, utilisation de matériel technique, choix artistiques, etc.)	Acquis/ en cours FLD Capitalisation
Renforcement des compétences en agroécologie	Agroécologie	Consultant	Bureaux et zone d'intervention d'OJUCAH	1 an	4 500€ (FLD + RAJA)	Equipe OJUCAH, pôle environnement, et habitant-es	-renforcer leurs compétences en agriculture syntropique -développer les activités de forêts comestibles -améliorer la stratégie du pôle environnement d'OJUCAH et l'approche écologique des projets	Acquis/ en cours FLD Capitalisation, RAJA
Formation pour la Mutuelle de solidarité des artisans	Micro finances et gestion financière des mutuelles	Institut Konsey Nasional Finansman Popile	Institut KNFP	A voir	Demander devis	Equipe opérationnelle d'OJUCAH (15 membres)	- Renforcement des compétences sur la gestion des mutuelles, la microfinance et le financement populaire	Acquis / à faire FLD Capitalisation
Accompagnement à la mise en place d'un système de suivi-évaluation	Suivi-évaluation	Consultant-es	Visio, missions	Prévoir une session de formation aux bases du S-E spécifique avec les consultantes ?	44 000 € (APH3)	OJUCAH ATECO	-Renforcer la gestion opérationnelle et le suivi des projets -acquérir des outils pour mieux	Acquis / en cours APH 3

Prévenir la corruption des actions humanitaires	LCB-FT	Disaster Ready	https://ready.csod.com/ui/lms-learning-details/app/course/29d2c0f4-6889-4209-bb6c-9768d3f6d0d4	3h30	Gratuit	OJUCAH ATECO Habitat-Cité	Adopter une politique de lutte contre la corruption	A proposer / Gratuite
Certificat sur les fondamentaux de la recherche de subventions	Recherche de fonds	Disaster Ready	https://ready.csod.com/ui/lms-learning-details/app/curriculum/fd19cf8d-a37a-4679-9bce-11ee03d32654	3h	Gratuit	OJUCAH ATECO	-acquérir les fondamentaux de la recherche et fonds -Trouver des financements en autonomie après au-delà de 2027	A proposer / Gratuite
MOOC - Genre et développement	Genre	AFD	https://mooc-campus.afd.fr/enrol/synopsis/index.php?id=2		Gratuit	Habitat-Cité OJUCAH ATECO	-Renforcer les capacités des équipes projet sur le genre -Adopter un plan d'action genre	A proposer / Gratuite
A chercher	Gestion comptable ou gestion de projets	A identifier			Gratuit	OJUCAH ATECO		A chercher / Gratuite





Fiches pratiques

n° 1 Amélioration du bâti

n° 2 Genre

n° 3 Environnement

n° 4 Approche participative

n° 5 Économie solidaire

Habitat-Cité et ses partenaires OJUCAH, ATECO, CRATERRE mènent des projets d'amélioration de l'habitat en Haïti depuis près de dix ans. Les actions se sont poursuivies entre 2017 et 2027, principalement financées par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Fondation pour le Logement des Défavorisés (FLD).

Ces fiches pratiques sont le résultat d'un travail de capitalisation financé par la Fondation pour le Logement (FLD) (CAPI : avril 2025 – mars 2026).

L'AMÉLIORATION DU BÂTI : UN ENGAGEMENT PAR LA FORMATION DES ARTISAN·ES



Contexte

La collaboration entre OJUCAH et Habitat-Cité a débuté en mars 2017 après le tremblement de terre du 10 janvier 2010. A partir de cette date les habitant·es de la Vallée de Jacmel et Baint, dans le Sud-Est d'Haïti ont bénéficié d'un soutien extérieur pour le montage d'abris temporaires (structure métallique et murs en contreplaqué). Ces abris temporaires se sont dégradés avec le temps et la succession des pluies. Dans le cadre de ce partenariat, les premières constructions de maisons sous la forme de prototypes ont commencé en 2017 et les premières réhabilitations en 2019.

Au terme de près de dix ans de projets, plus de 230 actions d'amélioration du logement ont été menées, notamment la construction de nouveaux logements, des réparations, des extensions, la construction de latrines et l'aménagement d'espaces publics. Des actions visant à réduire les inégalités de genre et à développer des initiatives environnementales, telles que les forêts comestibles et l'approche de l'agriculture syntropique, ont également été mises en place.

Mode d'intervention/réponse du partenariat

I. Démarrer avec un diagnostic socio-technique

Le diagnostic est un processus de travail participatif mettant en évidence les points forts, les points faibles, les potentialités et les menaces d'un territoire. Sa raison d'être : fournir des explications sur l'évolution du passé, et des appréciations sur l'évolution future pour bâtir des maisons plus pérennes.

Au cours du projet, un diagnostic socio-technique a été mis en place pour la première fois en 2019. Deux mises à jour ont ensuite eu lieu en 2022 et 2023. Ce travail de diagnostic a permis de sélectionner trois micros-zones d'intervention prioritaires et de légitimer des actions d'amélioration de l'habitat en accord et avec la participation de tous les acteurs concernés : habitant·es, autorités locales, représentants divers.

Ce travail a compris les activités suivantes :

- **Consolidation d'une cartographie du territoire** en raison de l'inexistence d'une carte officielle. Cela a été réalisé en recherchant les cartes existantes et en les croisant avec différentes images satellites (Google, Bing, Open Street Maps, etc.). Cette version a été vérifiée et complétée grâce aux connaissances des habitant·es locaux afin de pouvoir élaborer une carte définitive.

- **Réalisation des cartographies d'acteurs.** Ces exercices ont permis de réfléchir collectivement et d'amener les partenaires à penser à tous les acteurs intervenant sur le territoire afin de les représenter de manière schématique.

- **Développement d'un système d'enquête.** L'application Kobo Collect a été utilisée pour réaliser les enquêtes de terrain. Le formulaire comprenait un volet technique et un volet social, des questions qui ont été traduites du français vers le créole. Les ménages considérés comme les plus vulnérables ont été sélectionnés selon plusieurs critères préalablement définis (type d'endommagement dans la maison, présence d'enfants, etc.) et en fonction du score obtenu et de sa localisation géographique.

- **Analyse des informations.** Les informations recueillies ont été traitées, et pour la plupart digitalisées.

II. Former des artisan·es aux techniques de construction locales améliorées (parasismiques et paracycloniques)

Des annonces publiques ont été publiées pendant le processus de sélection des artisan·es, encourageant les femmes à se présenter auprès de l'équipe d'OJUCAH si elles étaient intéressées, qu'elles aient ou non de l'expérience dans le domaine de la construction. Les premiers profils ont été sélectionnés ; certaines personnes ont poursuivi leur formation jusqu'à la fin du projet, d'autres l'ont abandonnée et ont été remplacées au fur et à mesure. En 2026, 55 personnes ont été formées et sont toujours actives dans la région, ainsi que dans les chantiers du projet.

L'AMÉLIORATION DU BÂTI : UN ENGAGEMENT PAR LA FORMATION DES ARTISAN·ES



Mode d'intervention/réponse du partenariat

III. Renforcer le processus à travers de la participation des familles

Chaque intervention dans les logements a fait l'objet d'une étude technique adaptée à chaque cas, dans le cadre de laquelle les professionnels ont recherché les techniques les plus appropriées. Au cours des visites effectuées lors de la phase de diagnostic, la forme de participation des familles a été définie en fonction de leurs possibilités. Cette participation, exprimée en termes financiers, variait entre 1 500 et 7 000 euros, en fonction de l'état des maisons et de l'ampleur des travaux à réaliser, qu'il s'agisse de la réhabilitation d'une maison traditionnelle, de la transformation d'abris (shelter) en logements durables ou d'une nouvelle construction.

Les bénéficiaires et leurs familles ont contribué à ces coûts en fournissant des matériaux. Il ne s'agissait en aucun cas de matériaux achetés, mais de matériaux dont ils disposent localement, comme du sable ou des pierres ; ils ont également assuré le transport de ces matériaux et, parfois, fourni de l'eau et des repas. Certaines familles ont engagé un ouvrier pour la préparation des mortiers, ou bien un membre de la famille a assumé cette fonction. La participation des familles variait entre environ 500 et 2 000 euros, et dans des cas très exceptionnels, pouvait atteindre environ 4 000 euros. Cette participation a permis de garantir la bonne réalisation des travaux.

Des limites et questionnements

Les travaux de réparation et de réhabilitation des logements des ménages les plus vulnérables de ces zones ont été réalisés par des artisan·es formés dans le cadre de ces projets. À cet égard, les habitants ont acquis quelques notions en matière de construction et ont été sensibilisés à ce sujet. Cependant, ils ne sont pas en mesure, par eux-mêmes, de trouver des solutions, ni à titre individuel ni collectif, à leurs problèmes de logement. Ce qui peut poser un problème pour l'avenir et les rendre dépendants des prix fixés par les technicien·es pour effectuer des réparations ou de nouvelles constructions selon les Techniques de construction locales améliorées (TCLA).

Dans une logique d'autonomisation du processus, des efforts pourraient être déployés pour permettre aux familles de jouer un rôle central et de devenir le moteur de la transformation du logement dans de futurs projets. Cela pourrait se faire par le biais de modèles de coopératives de logement ou grâce à une combinaison du fonctionnement des fonds rotatifs (mutuelle) et d'une méthode de travail solidaire locale (entraide : konbit).

Bonnes pratiques à retenir

- **Formation des enquêteurs locaux** en vue de la réalisation des enquêtes sur le terrain. Les enquêtes portaient à la fois sur des aspects sociaux et techniques liés à la construction, c'est pourquoi il s'est avéré très avantageux d'impliquer dans cette phase les artisan·es formés dans le cadre des projets. Ce sont eux qui se sont ensuite chargés de la réhabilitation des logements, ce qui rendait leur participation à cette phase préliminaire tout à fait pertinente.
- **Visites de vérification.** Après la réalisation des enquêtes, une visite de suivi a permis de confirmer ou d'infirmer certaines informations. À l'issue de ces visites, toutes les informations nécessaires ont été recueillies pour analyser les données et sélectionner les bénéficiaires.
- **Tirer parti des dynamiques locales de rassemblement communautaire telles que des assemblées.** Les assemblées ont permis de faire émerger des données globales collectives, basées sur l'expérience des habitants, concernant notamment les zones à risques, les facteurs bloquants et les leviers pour chaque zone.
- **Création des « chantiers d'apprentissage »** dont l'objectif est de transmettre, par la pratique, les compétences et les techniques dont les artisan·es auront besoin pour construire les logements. Les logements construits de cette manière, permettent de former les artisan·es à toutes les étapes de la construction d'un logement. Ces logements sont destinés aux familles les plus vulnérables, identifiées dans le cadre des enquêtes de diagnostic, dont les logements ne sont pas réparables, mais doivent plutôt être reconstruits.

ADOPTER UNE APPROCHE DE GENRE POUR PRENDRE EN COMPTE LES INÉGALITÉS : LA FORMATION AUX MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION ET LE CLUB TIFI



Contexte

La lutte contre les inégalités sociales et de genre fait partie d'une approche prioritaire des projets portés par Habitat-Cité, et ses partenaires, CRATERRE, OJUCAH, ATECO. Depuis 2017, ces organisations partenaires travaillent sur des projets d'amélioration de l'habitat qui ont un impact positif sur les questions liées au genre. Elles contribuent ainsi à une réflexion et à la mise en œuvre d'actions sur la prise en compte des inégalités de genre et des violences faites aux femmes et aux enfants.

Mode d'intervention/réponse du partenariat

Face à la problématique d'habitat rencontrée par les ménages les plus vulnérables, et en premier lieu les femmes, ces projets ont adopté différentes stratégies :

I. Renforcer les compétences à travers le Diagnostic Participatif de Genre

L'objectif est de renforcer les compétences des associations locales afin d'améliorer leurs outils de diagnostic. Cela leur permet de mieux comprendre la situation existante et de répondre plus efficacement aux besoins identifiés. Habitat-Cité est à l'origine de la proposition et de l'élaboration d'un outil appelé « diagnostic participatif de genre ». Cet outil s'inscrit dans la continuité de plusieurs activités sensibles au genre. Il vient également en complément d'un diagnostic territorial, à la fois social et technique. La réalisation de ce diagnostic vise à accorder une attention particulière aux questions de genre. Elle permet aussi d'analyser les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes. Enfin, cette démarche participative permet d'obtenir une vision globale des inégalités et des rôles liés au genre dans le contexte du projet.

II. Création d'espaces de loisir et de questionnement hebdomadaires sur les inégalités de genre pour les filles, le Club Tifi

Cette action s'appuie sur l'organisation locale Repanse Pouwva (« Repenser le pouvoir »), spécialisée sur les questions de genre. Elle propose des activités de sensibilisation ainsi que des espaces de loisirs et de réflexion destinés aux jeunes filles. Grâce à ce partenariat, trois femmes de la zone ont été formées pour animer des ateliers hebdomadaires. Deux « Clubs Tifi » ont été créés à Laval : l'un pour les filles de 9 à 14 ans, et l'autre pour les 14 à 19 ans. Les activités ont débuté le 14 décembre 2019 et se sont poursuivies tout au long du projet. Ces espaces de rencontre, organisés le week-end, sont réservés aux filles. Dans la société rurale haïtienne, celles-ci ont en effet un accès limité à l'espace public et aux loisirs.

Les objectifs principaux sont multiples : détecter des situations de violence ou de difficultés familiales, contribuer à la mise en sécurité des filles, limiter l'abandon scolaire, et favoriser le partage, les liens et la coopération entre participantes. Les thématiques abordées incluent le pouvoir, la communication, le leadership, l'estime de soi, la gestion financière, la santé des filles et les violences. Ces échanges sont complétés par des activités récréatives, sportives, manuelles et culturelles, telles que la peinture ou le macramé. Ces activités contribuent à réduire les inégalités d'accès aux opportunités entre filles et garçons. Elles participent également à sensibiliser les communautés rurales à l'égalité des chances. Enfin, elles offrent un espace propice à l'émergence de vocations et à l'engagement des jeunes filles comme actrices du changement social.

III. Former et intégrer les femmes aux métiers de la construction

Cette action vise à créer des opportunités pour les femmes afin qu'elles se forment à des métiers traditionnellement considérés comme masculins. Elle contribue ainsi à lutter contre les stéréotypes de genre. Elle permet aux femmes d'accéder à des postes généralement occupés par des hommes. Un accompagnement spécifique est également mis en place pour faire face aux difficultés qu'elles peuvent rencontrer. Dans ce cadre, des femmes artisanes ont été formées aux métiers de la construction et participent aux travaux de réhabilitation. L'une d'entre elles est devenue responsable du suivi des chantiers, au même titre que trois hommes déjà en poste. Par ailleurs, OJUCAH a renforcé son équipe en intégrant trois femmes responsables des forêts comestibles. L'une d'entre elles a également rejoint l'équipe administrative à temps partiel. Au total, sur les 55 artisan·es formé·es dans le cadre du projet, 27 sont des femmes.

ADOPTER UNE APPROCHE DE GENRE POUR PRENDRE EN COMPTE LES INÉGALITÉS : LA FORMATION AUX MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION ET LE CLUB TIFI



Des limites et questionnements

Pour les femmes artisanes, les freins à l'emploi hors du cadre du projet sont plus importants : difficulté à faire valoir ses compétences, préjugés à l'encontre des femmes, absence de réseau professionnel. Il convient de mener une réflexion plus approfondie pour déterminer comment éliminer ces obstacles et soulever ces questions au sein des réseaux du secteur de la construction en Haïti.

Par ailleurs, les outils du diagnostic participatif de genre et leur mise en œuvre doivent être adaptés aux besoins des participant·es et aux compétences des équipes. En ce qui concerne la méthodologie, il est fortement recommandé d'évaluer la pertinence et l'efficacité des outils utilisés afin d'identifier les améliorations possibles et de perfectionner les méthodes. Par exemple, faire un rapide bilan après chaque activité est un moyen pratique d'analyser ce qui a bien fonctionné et ce qui peut être amélioré. Cela permet non seulement de conserver une trace des données primaires collectées avec les habitant·es, mais aussi de documenter le processus et les impressions sur les activités et, par conséquent, d'avoir accès à l'expérience de travail et à la pertinence des outils de diagnostic.

Bonnes pratiques à retenir

- ♦ **Consultant·es locales et adaptation des outils au territoire.** Dans le cadre du diagnostic, la collaboration étroite avec deux consultant·es haïtien·es a été déterminante : ils ont accompagné les équipes locales et adapté les outils de travail à partir du cadre initial élaboré par Habitat-Cité.
- ♦ **Cadre de travail flexible et visant à l'adaptation à d'autres contextes.** D'un point de vue conceptuel et méthodologique, le diagnostic a été conçu comme un cadre flexible pouvant être reproduit et adapté à d'autres contextes et projets liés au genre. Ce travail a ensuite servi de référence pour d'autres diagnostics menés au Salvador.
- ♦ **Club de filles.** Adopter une approche de genre implique d'attirer l'attention sur l'égalité dès l'enfance et la jeunesse. Le Club Tifi est sans doute une initiative qui émerge dans le contexte haïtien comme un bon exemple de sensibilisation à cet égard, et qui pourrait bien être adapté à des projets similaires ailleurs.



Fresque murale participative réalisée par des jeunes filles à Basanique, 2025

UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE : AGROÉCOLOGIE ET FORÊTS COMESTIBLES



Contexte

Depuis 2017, Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans la mise en place d'actions de réhabilitation de l'habitat local traditionnel et de transformation d'abris d'urgence en habitats durables et dignes. Les deux organisations collaborent dans les domaines de l'environnement, de la reforestation, de l'agriculture syntropique, de l'accès à l'eau potable, de la lutte contre les inégalités de genre et de l'habitat. Les actions environnementales menées par Habitat-Cité et OJUCAH s'inscrivent dans une démarche exploratoire visant à poursuivre le développement des forêts comestibles et à intégrer l'approche de l'agriculture syntropique.

Mode d'intervention/réponse du partenariat

I. Réduire l'impact environnemental de la construction des logements construits

Le projet a favorisé l'entretien et la réhabilitation des bâtiments existants, réduisant ainsi le besoin de nouvelles constructions et, par conséquent, la consommation d'énergie que ces actions entraînent. Tout au long du projet, de nombreuses activités ont été menées pour structurer le travail dans ce domaine. Il s'agissait notamment de réhabiliter des habitations traditionnelles et de transformer des abris provisoires en logements durables, conformément aux principes du développement durable, à savoir le renforcement des compétences techniques locales, l'utilisation de ressources naturelles locales, et de matériaux recyclés. La valorisation des matériaux locaux bio-sourcés et géo-sourcés et renouvelables (bois, roches, sables) pour la construction s'est avérée l'une des stratégies les plus efficaces en termes de performances environnementales, tant dans la production de logements que dans leur entretien.

II. Remplacer l'agriculture conventionnelle par l'agriculture syntropique

Face au constat que les pratiques agricoles conventionnelles dans la région appauvrissent les sols et dégradent les écosystèmes, OJUCAH a misé sur les forêts comestibles comme une opportunité d'introduire de nouvelles pratiques dans l'agriculture et à la pratique forestière de la région. Par exemple, l'utilisation des pesticides est évitée, les espèces plantées forment une diversité plus à même de rendre l'écosystème résilient, les feuilles et les branches qui tombent au sol servent à couvrir le sol, à le nourrir et à produire un sol fertile. L'approche de l'agriculture syntropique a permis d'améliorer la fertilité des sols, tout en introduisant des espèces comestibles, ainsi que des espèces destinées à la construction et au bois de chauffage.

La prise de conscience de l'importance de restaurer la fertilité des sols en amont des plantations a été déterminante : elle a favorisé le développement de forêts comestibles, la production de pesticides naturels et de compost, ainsi que la mise en place d'ateliers de sensibilisation aux pratiques agroécologiques durables.

III. Formations des femmes expertes sur l'agriculture syntropique et ateliers de sensibilisation pour la protection de l'environnement

Depuis 2019, l'équipe environnement d'OJUCAH, dont l'effectif a oscillé entre cinq et six personnes, a commencé à se former au fur et à mesure des formations proposées par l'organisation en collaboration avec des expert-es dans ce domaine venu-es d'Haïti, de République dominicaine et des Etats-Unis. Grâce à ces formations et aux échanges de pratiques avec des organisations agricoles et/ou paysannes, elles ont pu renforcer leurs compétences en vue de développer une agriculture familiale durable.

Au cours des années du projet, OJUCAH et l'équipe environnement ont acquis une expertise sur l'agriculture syntropique. Les femmes de l'équipe sont devenues des « femmes expertes », elles ont été accompagnées dans l'apprentissage de l'agriculture syntropique en tant que formatrices avec la mission d'aider d'autres habitant-es à créer et entretenir des forêts comestibles, ainsi que de maintenir la pépinière active, dans le but de promouvoir le reboisement des communautés rurales et de renforcer la souveraineté alimentaire des familles. Elles ont également sensibilisé les jeunes filles et les habitant-es aux effets du changement climatique et aux enjeux de la transition écologique à travers des ateliers de compostage et de création d'engrais naturels.

UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE : AGROÉCOLOGIE ET FORÊTS COMESTIBLES



Des limites et questionnements

Tisser des collaborations avec des expertes. Le travail mené autour d'une approche globale de l'habitat a conduit à intégrer la question de l'environnement en tant qu'aspect crucial pour l'avenir. Comme il s'agit d'une approche exploratoire, on observe des processus d'essais et d'erreurs qui permettent d'ajuster progressivement le modèle d'intervention optimal. Il est donc essentiel d'être accompagné par des professionnels maîtrisant ces enjeux et disposant d'une vision globale. À défaut, les équipes risquent de se limiter à des pratiques isolées, qui ne constituent pas une approche structurée ni réellement efficace.

S'investir sur le long terme. L'intégration de cette thématique dans les projets demande de la persévérance et un engagement dans la durée. Cela concerne à la fois les équipes qui coordonnent les activités et les personnes bénéficiaires. Il s'agit en effet de processus longs, dont les résultats et les impacts ne sont visibles que progressivement. Par exemple, en ce qui concerne les forêts comestibles, les parcelles créées sont encore très jeunes. La plus ancienne date de 2021, soit seulement cinq ans. À ce stade, une vigilance particulière est nécessaire et un suivi régulier est indispensable pour assurer leur bon développement. Au total, 12 forêts comestibles ont été mises en place, dont 2 forêts communautaires. Toutefois, toutes n'ont pas poursuivi leur développement. Le manque d'implication des habitant·es dans les forêts familiales invite à repenser la stratégie de développement et de reboisement dans les futurs projets.

Réaliser des études permettant de mesurer les impacts. Il est nécessaire de documenter l'impact des mesures adoptées, en particulier lorsqu'il s'agit d'approches expérimentales. La systématisation des données et leur analyse est le seul moyen d'évaluer leur impact environnemental et leur contribution dès le début des activités.

Bonnes pratiques à retenir

- **Des maisons construites avec les Techniques de Construction Locales Améliorées (TCLA) pour réduire l'impact environnemental.** Une étude réalisée par un ancien salarié d'Habitat-Cité, dans le cadre d'un diplôme de spécialisation en développement durable, révèle que la maison modèle basée sur l'approche Techniques de Construction Locales Améliorées (TCLA) développée par Habitat-Cité, OJUCAH et ATECO a un impact environnemental plus faible qu'une maison aux caractéristiques similaires mais construite avec des blocs de ciment. L'étude indique également que la plantation de 0,68 hectares de forêt par an pourrait compenser l'impact environnemental généré par la construction d'une nouvelle maison traditionnelle construite sous les principes du TCLA (Bourdon, MHESTE, 2021).

- **Développer des activités pour renforcer l'engagement de la jeunesse et des femmes.** Les actions autour des forêts comestibles, de la pépinière communautaire, et des ateliers éducatifs ont favorisé un transfert de connaissances concret et une implication progressive des communautés locales, en particulier des femmes et des jeunes. Ces initiatives permettent de sensibiliser et, dans le même temps, de faire prendre conscience des enjeux environnementaux et des pratiques agricoles durables, ce qui renforce la compréhension et l'engagement des communautés locales.

Le projet a œuvré à la mise en place de **systèmes de récupération des eaux de pluie ainsi que des équipements nécessaires à l'approvisionnement en eau**, indispensables au bon fonctionnement de certains espaces communautaires, publics et jardins au service de la communauté.



L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE ET LA PRISE EN COMPTE DES HABITANT·ES



Contexte

Dans le cadre de ces projets, Habitat-Cité, et ses partenaires, CRAterre, OJUCAH et ATECO proposent systématiquement une démarche co-construite, collective et solidaire, accordant une attention particulière aux cultures constructives locales, aux questions de genre et d'environnement. Tous les projets sont élaborés et validés conjointement avec des acteurs locaux, des organisations partenaires, et des habitant·es. Les institutions concernées, telles que collectivités locales, mairies, ministères, entre autres, sont régulièrement informées et leurs commentaires sont pris en compte dans la mesure du possible.

Mode d'intervention/réponse du partenariat

Une approche participative fait référence à des projets que les habitant·es peuvent s'approprier et qui répondent à leurs besoins et à leurs aspirations en termes d'amélioration de l'habitat et de la vie communautaire. Ces projets sont en accord avec l'identité et les coutumes des habitant·es : ils respectent leur culture, leur environnement et leur réalité. Cette approche et ses principes d'intervention visent à assurer la pérennisation des actions et l'autonomie des partenaires locaux et des habitant·es. Cette approche a des effets concrets : l'implication de la population garantit la durabilité des actions menées, une plus grande mobilisation des acteurs concernés est observée grâce à la pertinence des actions et à des efforts de dynamisation et de sensibilisation sur le terrain, les ressources financières sont optimisées dans un contexte de restrictions budgétaires et enfin, les conflits sont réduits, entre autres bénéfices.

1. Cycle d'un projet avec une approche participative

Tous les projets menés ces dernières années se sont déroulés dans un cadre de participation et de co-conception entre partenaires et habitant·es. Pour adopter une approche participative, il convient d'inclure des étapes et des outils qui favorisent la collaboration dans les différentes phases d'un cycle d'un projet :

1. Co-construire une stratégie/réponse face à une ou plusieurs problématiques liées au contexte :

- Identifier la zone et les problématiques.
- Définir le cadre du partenariat et la mise en relation avec des acteurs locaux.
- Organiser des réunions avec les habitant·es et les futur·es bénéficiaires afin de définir les objectifs et les orientations du projet.
- Co-concevoir le projet avec l'ensemble des parties prenantes, incluant l'élaboration des cadres logiques, des budgets et des documents de travail nécessaires à la soumission auprès des bailleurs.

2. Diagnostics participatifs :

- Approfondir la compréhension des enjeux liés à l'habitat ainsi que des difficultés rencontrées par les personnes bénéficiaires dans leur territoire et leur contexte, en tenant compte de leurs savoir-faire, pratiques, besoins spécifiques, problématiques et expériences vécues.
- Accompagner les partenaires locaux dans le renforcement de leurs compétences.
- Mettre en place ou d'adapter un plan de travail de la meilleure façon possible.

3. Mise en œuvre des activités :

- Mettre à profit les espaces de travail communautaires et l'utilisation des espaces existants.
- Réaliser des réunions de suivi d'activités entre partenaires.
- Réaliser des réunions de bilan à la fin de chaque projet entre partenaires et avec les habitant·es concernées.

4. Restitutions aux habitant·es :

- Partager et diffuser les résultats des activités entreprises et recueillir les impressions des parties prenantes.
- Impliquer la communauté et les personnes bénéficiaires.

5. Suivi-évaluation participatif :

- Assurer le suivi des actions et la cohérence du projet.
- Recueillir des données qualitatives et quantitatives sur la mise en œuvre des activités.
- Collecter les effets des actions, tout au long du déroulé du projet et faciliter son pilotage.

6. Plan de sortie/stratégie de pérennisation des actions :

- Planifier le retrait d'une organisation travaillant directement avec les structures locales (partenaires locaux, OSC locales).
- Il est important de définir, dès le départ, l'évolution du cadre de collaboration entre les partenaires une fois les objectifs atteints ou le projet achevé. Cela inclut également la clarification du rôle des habitant·es dans cette nouvelle phase.
- Veiller à ce qu'après le départ de l'organisation de soutien, la structure locale dispose des connaissances, compétences, outils, ressources et opportunités nécessaires pour poursuivre ses activités.

L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE ET LA PRISE EN COMPTE DES HABITANT·ES



Mode d'intervention/réponse du partenariat

II. Impliquer les habitant·es

En règle générale, l'approche participative peut être appliquée à toutes les étapes d'un cycle d'un projet. Il s'agit d'un double apprentissage. D'une part, les personnes impliquées se familiarisent avec les démarches et procédés méthodologiques, ainsi qu'avec les différentes étapes d'un cycle de projet ; d'autre part, les professionnels et technicien·es apprennent à comprendre les besoins et les modes de vie, ainsi que les problématiques qui lui sont propres, afin de ne pas imposer leur propre vision.

La participation permet aux habitant·es de s'approprier le projet, dont la conception doit répondre à leurs besoins. Elle garantit également que l'impact parvienne directement à la communauté et qu'elle soit en mesure de pérenniser les bénéfices une fois le projet achevé, en étant aussi autonome que possible par rapport aux structures qui l'accompagnent pendant la durée du projet. Les actions deviennent ainsi gérables et durables à long terme, car elles correspondent à leur mode de vie et sont contrôlées par les habitant·es.

Des limites et questionnements

Dédier une juste place aux habitant·es dans la conception et la mise en œuvre des activités représente un défi en termes de temps et de charge de travail. Il s'agira d'identifier à quels moments la participation est importante et d'éviter la surcharge d'activités (un enjeu de genre important qui pèse sur les femmes dans le cadre du projet) ou de travail pour les partenaires et pour les habitant·es: À quels moments la participation des habitant·es est-elle la plus pertinente ? Comment éviter une surcharge de travail, notamment pour les femmes ? Comment garantir une participation réelle sans ralentir excessivement le projet ? Comment éviter les dynamiques descendantes tout en respectant les contraintes des bailleurs ?

Atelier dans le cadre de la mise en place d'un système de suivi-évaluation, 2026



Bonnes pratiques à retenir

- **Garantir une communication claire et transparente.** Il est indispensable de mettre en place des moyens de communication garantissant le bon déroulement d'un projet dans la transparence et selon des stratégies partagées par tous. Par exemple, le fait de communiquer aux partenaires et aux habitant·es les budgets, les décisions prises et les difficultés rencontrées dans le cadre des projets permet de s'assurer que tous les acteurs concernés disposent des mêmes informations.
- **Disposer d'une équipe pluridisciplinaire** possédant des connaissances variées et complémentaires en matière de méthodologie, de finances, de suivi de projets et de compétences techniques spécifiques liées au logement est essentiel également à la réussite d'un projet.
- **Activités pilotes.** Réaliser des activités pilotes afin de mettre en place des initiatives qui consolident les stratégies et aient un impact significatif. Pour cela, il est important d'organiser des moments de réflexion avec les acteurs concernés afin d'évaluer et d'ajuster le plan de travail.
- **Représentation des différents groupes de parties prenantes.** Il est essentiel que les acteurs locaux s'impliquent dès le départ dans toutes les étapes du projet, afin qu'ils veillent à ce que tous les groupes soient efficacement représentés, en particulier les plus vulnérables (femmes et jeunes filles, enfants, personnes handicapées, etc.). Par exemple, lors de l'organisation d'ateliers participatifs, de l'élaboration de cartes communautaires ou d'un diagnostic, ainsi qu'à l'occasion de changements stratégiques intervenant dans les activités du projet.

MUTUELLE DE SOLIDARITÉ DES ARTISAN·ES DE LA CONSTRUCTION (MUSOTEC)



Contexte

Depuis 2017, Habitat-Cité accompagne OJUCAH dans le renforcement de l'organisation dans des domaines comme la gouvernance, la participation, la protection et la régénération de l'environnement, l'équité de genre, ainsi que dans la promotion de l'économie sociale et solidaire. La Mutuelle de Solidarité des Technicien·nes de la Construction (MUSOTEC) a été créée de façon autonome par les artisan·es de la construction et quelques membres de l'équipe de projet d'OJUCAH en 2021. Cet outil de financement solidaire permet à ses membres de cotiser et d'avoir accès à des prêts pour répondre à différents besoins ou projets personnels. Elle favorise aussi des dynamiques solidaires d'entraide, l'autogestion et l'autonomie de ses membres.

Mode d'intervention/réponse du partenariat

I. Mutuelle de Solidarité pour les artisan·es de la construction

OJUCAH et les artisan·es de la construction sont à l'origine de la création d'une Mutuelle de Solidarité, un fonds rotatif, qui a démarré le 1^{er} mai 2021 et qui est composée de trois entités, une dans chaque localité d'intervention du projet : Laval, Denard et Brésilienne. Il s'agit d'un groupe d'épargne qui permet à ses membres de réaliser des prêts et d'emprunter de l'argent à un taux d'intérêt très faible, notamment pour financer des activités de nature différente : élevage, commerce, scolarité des enfants, réhabilitation de maison, etc. Cet outil a ouvert la voie à l'autonomie économique d'un groupe de femmes et d'hommes aux revenus modestes, généralement exclus du système bancaire, permettant d'améliorer l'économie familiale.

La mutuelle dispose d'un budget de fonctionnement qui a été financé via la part sociale de chaque membre. La première année, cette cotisation s'élève à 16 euros (2 500 HTG). A partir de la deuxième année, la part sociale de chaque membre est de 23 euros (3 500 HTG), puis 50 euros (7 500 HTG). En 2023, dans le cadre du projet AMHA, financé par la Fondation pour le Logement, OJUCAH et Habitat-Cité ont apporté 4 500 dollars afin d'augmenter le montant des prêts et de faciliter l'octroi de prêts liées à l'amélioration des maisons. Actuellement, en 2026, la cotisation minimale de chaque membre s'élève à environ 65 euros (10 000 HTG). Le montant maximal des prêts est actuellement fixé à environ 200 euros (30 000 HTG), et sont accordés à un taux d'intérêt de 2 % par mois pour une durée maximale de quatre mois.

En ce qui concerne son fonctionnement, la MUSOTEC n'emploie personne. Elle est régie par une charte élaborée par ses membres et est dirigée par un comité central de sept membres dont un président, un vice-président,

un secrétaire général, un secrétaire général adjoint, un trésorier et deux délégués élus par l'assemblée générale des membres pour un mandat d'une durée de deux ans. La gestion des activités est assurée par le comité central et par les comités interzones, à titre bénévole. La prise de décision est répartie entre l'assemblée générale, le comité central et les comités interzones. L'assemblée générale se réunit une fois par an, soit au début de l'année sociale de la mutuelle, pour évaluer l'année écoulée et décider des grandes orientations. Pour être adoptée, une disposition doit recueillir au moins trois quarts de votes favorables. Quant aux comités interzones, ils se réunissent tous les mois pour vérifier les caisses, discuter des prêts, des remboursements et des doléances, ainsi que pour statuer sur les propositions à soumettre au comité central.

II. Une Mutuelle pour tous les habitant·es

Dans une logique d'autonomisation du processus d'amélioration de l'habitat, OJUCAH et Habitat-Cité ont étudié la possibilité que la mutuelle puisse s'étendre à d'autres groupes d'habitant·es, n'appartenant pas au secteur de la construction. C'est pourquoi, en 2026, un fonds de soutien a été alloué afin d'ouvrir l'accès à un plus grand nombre de personnes, habitant·es sans filiation, qui ont désormais accès à des prêts leur permettant de réparer leurs logements de manière plus autonome. Il est prévu que le nombre total de membres soit doublé, passant de 47 à 100 personnes. Une formation a également été organisée dans l'objectif de renforcer la gestion de la mutuelle afin de favoriser l'autonomie financière de ses membres et de permettre à celle-ci de s'imposer comme une alternative aux projets d'OJUCAH, dont la durée est limitée.

Entre mai 2021 et mai 2024, la MUSOTEC a octroyé environ 294 prêts à 55 membres. Parmi eux, une quinzaine ont permis la réhabilitation et la rénovation de logements.

MUTUELLE DE SOLIDARITÉ DES ARTISAN·ES DE LA CONSTRUCTION (MUSOTEC)



Des limites et questionnements

Après les premières années de mise en place de ce dispositif solidaire, plusieurs points importants ont été soulevés. La mutuelle présente notamment une faible capacité de gestion organisationnelle. La MUSOTEC ne dispose pas non plus d'un plan d'action pour atteindre ses objectifs et assurer son développement, sa croissance et sa pérennité. Elle n'a pas encore développé d'outils de gestion financière standardisés. Par ailleurs, des discussions sont en cours concernant un changement de statut vers une coopérative d'épargne et de crédit. Dans ce cadre, un document de planification devrait être élaboré afin de définir les différentes étapes, les échéances et les ressources nécessaires. En l'absence de stratégie claire et de plan d'action, plusieurs fonctions restent insuffisamment structurées, notamment la planification, la gestion de l'information, les relations extérieures ainsi que la détection et la saisie de nouvelles opportunités.

Une articulation doit être pensée pour l'avenir entre le fonctionnement des fonds rotatifs et la méthode de travail solidaire locale, le *konbit*. Les familles pourraient ainsi trouver un équilibre entre plusieurs leviers : les prêts auxquels elles ont accès, le travail solidaire organisé entre familles à travers les *konbits* (entraide en main-d'œuvre pour la réalisation des chantiers), et le recours aux artisan·es formé·es, qui peuvent être directement embauché·es par les ménages ou via les fonds gérés par OJUCAH. Par ailleurs, OJUCAH réfléchit à la mobilisation de nouveaux fonds afin de pouvoir octroyer des prêts à faible taux de remboursement, destinés aux familles souhaitant financer diverses activités.

Des dispositifs similaires, appelés fonds rotatifs, ont été mis en place avec beaucoup de succès dans d'autres contextes. Il est indispensable d'établir des partenariats avec ce type d'organisations et d'habitants, non seulement pour proposer des produits financiers adaptés à la situation des personnes bénéficiaires, mais aussi pour partager des connaissances, des outils et des méthodes de construction innovantes.

Crédits photographiques :

Edzer CIVIL, Frantz MICHEL (OJUCAH)
Johnny DUPEROY (soutien externe, OJUCAH)
Nadège QUINTALLET (Habitat-Cité)

Conception et mise en page : Lisette SOTO (Habitat-Cité)

Relectrice : Fanny GONCALVES (Habitat-Cité)

Bonnes pratiques à retenir

- ♦ **Diagnostic permettant d'évaluer les capacités organisationnelles de la Mutuelle.** L'appui technique fourni par un consultant, Palmis Enèji, dans le cadre d'un diagnostic économique réalisé en 2023 a permis d'identifier les défaillances, mais aussi de proposer des pistes d'amélioration en matière de gouvernance, d'administration, de gestion financière et de gestion organisationnelle.
- ♦ **Renforcement par la formation.** Les membres de la mutuelle, notamment ceux des comités des mutuelles et ceux du comité central ont renforcé leur projet commun par le biais d'une formation sur la gestion des mutuelles avec le Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP, Conseil National du Financement Public). Le KNFP est un réseau d'institutions financières et de promotion du financement populaire, créé en 1998, dans le but d'orienter la construction d'un système de financement populaire capable de participer significativement au changement de la situation socio-économique des populations les plus démunies et fragiles en Haïti, notamment en zones rurales.



Accompagnement technique pour la définition des travaux, avec la participation de la famille bénéficiaire

Résumé de projets et cofinancements (2017-2026)

Les projets et les cofinancements qui ont permis le développement du partenariat et des initiatives au cours de ces dernières années :

Fondation pour le logement des Défavorisés FLD (2017-2026)

« Accès au Logement par la Promotion des Techniques de Constructions Traditionnelles Améliorées » (**ALPROTECTRA** : juillet 2017 - mars 2019)
Triennal : 419 921 euros

« Amélioration de l'habitat de personnes mal-logées en situation de vulnérabilité »
(**SIVUL** : avril 2019 - mars 2022)
Triennal : 595 000 euros

« Amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales à travers le renforcement des compétences locales avec une perspective de genre et une approche environnementale » (**AMHA** : avril 2022 - mars 2025)
Triennal : 415 450 euros

« Accompagner l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales, en capitalisant sur l'expérience acquise entre 2017 et 2025 » (**CAPI** : avril 2025 - mars 2026)
Année 1 : 150 000 euros

Agence Française de Développement AFD (2018 - 2027)

« Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie avec et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes » (**APH** : Action Pour l'Habitat)
Triennal 1 : 450 000 euros
Triennal 2 : 500 000 euros
Triennal 3 : 450 000 euros

Service latino-américain, africain et asiatique pour le logement populaire SELAVIP (2022 - 2024)

« Mejora del hábitat tradicional y precario en Haití » (mars - décembre 2022)
Année 1: 24 650 dollars

« Mejoramiento sostenible del hábitat rural en Haití » (mars - novembre 2023)
Année 1: 32 400 dollars

« Mejoramiento sostenible del habitat en Haití » (juillet - décembre 2024)
Année 1 : 21 800 dollars

Fondation Impala Avenir (2022)

« Formation et accès à l'emploi des habitant·es pour l'amélioration durable de l'habitat rural avec une perspective de genre et environnementale » (avril - octobre 2022)
Année 1 : 11 500 euros

Fondation Luciole (2025)

« Amélioration de l'habitat et du cadre de vie de communautés rurales à travers le renforcement des compétences locales avec une perspective de genre et une approche environnementale » (Juillet - décembre 2025)
Année 1 : 25 000 euros

Fondation RAJA - Danièle Marcovici (2025)

« Forêts comestibles et agriculture familiale durable : accompagnement de femmes et de jeunes filles dans les communautés rurales de La Vallée de Jacmel et Bainet en Haïti » (Novembre 2024 - octobre 2025)
Année 1 : 18 400 euros



PORTRAITS EN HAÏTI
LA VALLÉE DE JACMEL ET BAINET

ARTISAN·ES

Depuis 2018, OJUCAH, ATECO, CRAterre et Habitat-Cité s'engagent contre la pauvreté et les inégalités de genre en améliorant l'habitat et les conditions de vie de familles en situation précaire dans des zones rurales d'Haïti.

Les projets financés par la Fondation pour le Logement (FLD) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont permis de former et d'améliorer les compétences des 55 artisan·es du bâtiment.

**Des artisan·es audacieu·ses
qui ont changé leur vie et
celle de nombreuses
personnes !**

FORMÉ·ES EN
MAÇONNERIE CHAÎNÉE
ET EN TECHNIQUES
CONSTRUCTIVES
LOCALES AMÉLIORÉES
(TCLA)



ARTISANE DE LA CONSTRUCTION**Poli-Lavial**

66

J'ai appris beaucoup de choses dans le cadre du projet. J'ai d'abord été formée comme artisanne, puis j'ai suivi une formation pour devenir formatrice de formateurs, et enfin, je suis devenue technicienne.

Artisane dans le secteur de la construction, il est actuellement technicienne de projet au sein de l'équipe d'OJUCAH.

Je m'appelle Margarette Joseph. Je suis née à Denard et j'y ai vécu un certain temps. Dans le cadre du projet, j'ai visité Salvador en 2017. Mes sources de revenus sont la construction et l'élevage.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisanne de la construction ?

Je n'avais pas d'expérience dans le secteur de la construction avant. J'ai pris la décision de m'inscrire à la formation proposée par OJUCAH.

Comment résumeriez-vous en quelques phrases votre expérience dans le cadre de ce projet ?

Je me souviens qu'avant, je n'avais pas de métier. Maintenant, je suis professionnelle, je gagne de l'argent et je deviens autonome sur le plan économique. Avant, j'étais une personne ordinaire, puis je suis devenue artisanne, et ensuite technicienne. Ma vie a complètement changé.

Quelles sont les défis et les difficultés que vous avez rencontrés dans le cadre de votre formation et exercice du métier ?

Au début, j'ai rencontré des difficultés dans la phase théorique, mais tout s'est bien passé une fois que nous sommes passés à la phase pratique.

Après cette formation, quelles sont les forces et défis pour votre intégration au marché du travail ?

Ma force, c'est la façon dont j'applique les normes techniques. Je n'ai aucun mal à intégrer le marché du travail. Je pourrais simplement manquer de quelques formations complémentaires. Je félicite Habitat-Cité et OJUCAH, car ils ont contribué à faire de moi la personne que je suis aujourd'hui. Ce travail m'a apporté une grande visibilité et beaucoup de gens me connaissent partout.



ARTISANE DE LA CONSTRUCTION

Brésilienne

Formé en maçonnerie chaînée et en techniques constructives locales améliorées (TCLA)

Je m'appelle Deris Louise (39 ans) et je suis originaire de Guillomonde (Marigot). Je suis allé au Salvador dans le cadre du projet d'OJUCAH. Ma source de revenus est la construction et, parfois, le commerce.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisane de la construction ?

Je travaillais avec les prêtres, puis j'ai quitté mon emploi et je me suis retrouvé au chômage. C'est alors que madame Rosèlene m'a conseillé d'intégrer l'équipe d'artisans, et j'ai ainsi pu participer à la formation.

66

Avant, les femmes ne travaillaient pas, surtout dans le domaine de la construction. Maintenant, nous pouvons travailler à égalité avec les hommes.

Comment pensez-vous que ce travail pourrait être amélioré ?

J'aimerais que les femmes formées accordent plus de valeur à cela, car nous n'avons pas payé pour rien.

Il faut mettre la profession en priorité, pas l'argent, parce que le métier restera dans notre mémoire et nous servira toujours.



Après cette formation, quelles sont les forces et défis pour votre intégration au marché du travail ?

C'est ma capacité à appliquer correctement les techniques qui fait ma force sur le marché du travail.

Comment pensez-vous que ce travail pourrait être amélioré ?

J'aimerais qu'il y ait beaucoup plus de bénéficiaires, car il y a beaucoup de personnes dans le besoin.

66

ARTISAN DE LA CONSTRUCTION

Poli-Lavial

66

Une amélioration à apporter serait de proposer des formations de recyclage à certains artisans qui ne sont pas encore au point, afin qu'ils puissent intégrer le marché du travail sans difficulté.

Bénévole, puis artisan dans le secteur de la construction, il est actuellement technicien de projet au sein de l'équipe d'OJUCAH.

Je suis Milo Civil, j'ai 36 ans, j'habite à Lavial et je n'ai jamais émigré dans un autre pays. Je suis marié et père de deux enfants. Mes sources de revenus sont la construction, l'élevage et l'artisanat.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisan de la construction ?

Avant j'étais enseignant, mais j'ai visité un chantier qu'OJUCAH avait tout près de l'école où je travaillais. Et, c'était ainsi que j'ai pris la décision de participer dans la formation, car j'aime le travail.



Comment pensez-vous que ce travail pourrait être amélioré ?

Le travail pourra être amélioré si les artisans continuent d'exercer leur profession, mais s'ils ne le font pas, tous leurs efforts seront vains.

J'aimerais que les artisans déjà formés bénéficient d'autres formations, soit en carrelage, plomberie, électricité, ébéniste, etc.

Après cette formation, quelles sont les forces et défis pour votre intégration au marché du travail ?

Après cette formation ma force sont tous les bonnes méthodes qu'on m'a appris et qui me permet d'intégrer le marché du travail.

Y-a-t-il des changements dans votre vie après la formation en tant qu'artisan ? Si oui, lesquels ?

Oui, il y a beaucoup de changements, car grâce à cette profession, je travaille pour OJUCAH et pour d'autres particuliers. Je gagne de l'argent pour subvenir aux besoins de ma famille.

ARTISANE DE LA CONSTRUCTION

Denard

Formé en maçonnerie chaîné et comme maçonne charpente

Je m'appelle Gislène Pierre Saint et j'habite à Denard. Je n'ai jamais émigré. Je suis artisane dans le bâtiment. Actuellement, je ne travaille pas.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisane de la construction ?

Je voyais les femmes travailler, cela m'intéressait de m'intégrer au projet, car j'aimais voir les femmes travailler.

66

Ma force, c'est la qualité du travail que je fournis et qui satisfait toujours les gens. Je n'ai pas de difficulté à intégrer le marché du travail, si l'on m'appelle pour travailler.

Comment résumeriez-vous en quelques phrases votre expérience dans le cadre de ce projet ?

Dans le cadre du projet, tout me satisfait : ma maison est réparée et j'ai une toilette sèche. Je suis devenue artisane dans le domaine de la construction, j'ai travaillé, j'ai gagné de l'argent, ce qui m'a beaucoup aidée avec mes enfants. Mais maintenant, je ne peux rien faire à cause de l'absence de chantiers.



Y-a-t-il des changements dans votre vie après la formation en tant qu'artisan ?

Oui, il y a eu un changement. Avant, je ne travaillais jamais. Maintenant, je peux travailler pour gagner de l'argent.

Quelles sont les défis et les difficultés que vous avez rencontrés dans le cadre de votre formation et exercice du métier ?

Je n'ai rencontré ni défi ni difficulté dans le cadre de la formation, c'était un plaisir. Les difficultés dans l'exercice du métier surviennent lorsque l'on rencontre un bénéficiaire avec qui il est difficile de collaborer.

ARTISAN DE LA CONSTRUCTION

Brésilienne

66

J'aimerais qu'il y ait davantage de formations. J'aimerais suivre des formations complémentaires en maçonnerie chaînée, car je souhaite devenir un excellent boss (artisan).

Formé en maçonnerie chaînée et en techniques constructives locales améliorées (TCLA)

Je m'appelle Paul Julien, j'ai 43 ans et j'ai émigré en République dominicaine et en Martinique. J'ai fait une demande d'asile, mais elle a été rejetée et je suis revenu à Haïti. Je suis marié et j'ai un enfant. Mes sources de revenus sont la construction, l'élevage et l'agriculture.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisan de la construction ?

J'ai pris cette décision alors que je suivais un cours de couture. J'ai réalisé que la couture ne me convenait pas et j'ai choisi le bâtiment pour pallier mes lacunes économiques, d'autant que notre pays souffre d'une pénurie d'artisans dans le secteur de la construction.

Comment pensez-vous que ce travail pourrait être amélioré ?

Je félicite OJUCAH et les bailleurs pour tout ce qu'ils représentent pour nous. J'aimerais qu'ils continuent à nous accompagner, car j'aimerais apprendre beaucoup plus pour devenir un formateur qualifié.

Je suis fier de ce que j'ai appris et de mes résultats, qui m'ont valu une grande notoriété : beaucoup de gens me connaissent.

Après cette formation, quelles sont les forces et défis pour votre intégration au marché du travail ?

Après cette formation, ce qui me donne de la force, c'est la manière dont j'applique tout ce que j'ai appris. Cela m'aide à me promouvoir.

Y-a-t-il des changements dans votre vie après la formation en tant qu'artisan ? Si oui, lesquels ?

Oui, il y a eu un changement, car avant, je n'étais pas artisan du bâtiment. Maintenant, je le suis et je travaille. Cela m'aide à payer la scolarité de mon enfant et à prendre soin de ma famille.



66

ARTISANE DE LA CONSTRUCTION

Poli-Lavial

Formé en maçonnerie chaînée et en techniques constructives locales améliorées (TCLA)

Je m'appelle Sophonie Leriche (26 ans), je suis née et j'habite à Poli. J'ai un enfant. J'ai émigré en République dominicaine en 2020, puis je suis revenu ici en 2021. Je faisais du commerce pour subvenir à mes besoins, puis je me suis mis dans la construction. Maintenant, je ne travaille plus.

Comment avez-vous pris la décision de se former en tant qu'artisan de la construction ?

J'entendais parler de la construction, j'ai trouvé Josaphat (artisan) et il m'a tout expliqué. C'est à ce moment-là que j'ai pris la décision de participer.

66

Grâce à cette formation, je suis devenue artisane. J'ai appris beaucoup de choses que je ne connaissais pas auparavant et que je peux désormais mettre en pratique.

Comment pensez-vous que ce travail pourrait être amélioré ?

Grâce à ma participation aux cours de formation, je suis devenue artisane dans le domaine de la construction. Je tiens à féliciter et à remercier OJUCAH, ainsi que les partenaires financiers. J'espère que mes recommandations seront prises en compte et que tout s'améliorera.



Après cette formation, quelles sont les forces et défis pour votre intégration au marché du travail ?

Ce qui fait ma force, c'est mon comportement. C'est la façon dont je travaille, dont j'applique les méthodes techniques qu'on m'a enseignées. Le plus grand défi que je pourrais rencontrer pour intégrer le monde du travail serait que les gens ne voient pas les chantiers que j'ai déjà réalisés ou qu'ils me jugent sur mon apparence.

Quels sont les aspects du processus de construction que vous souhaiteriez améliorer et pourquoi ?

Je souhaiterais que les contrats soient signés après que les artisans aient inspecté les travaux et que le prix aura été convenu avec eux.



PORTRAITS EN HAÏTI
LA VALLÉE DE JACMEL ET BAINET

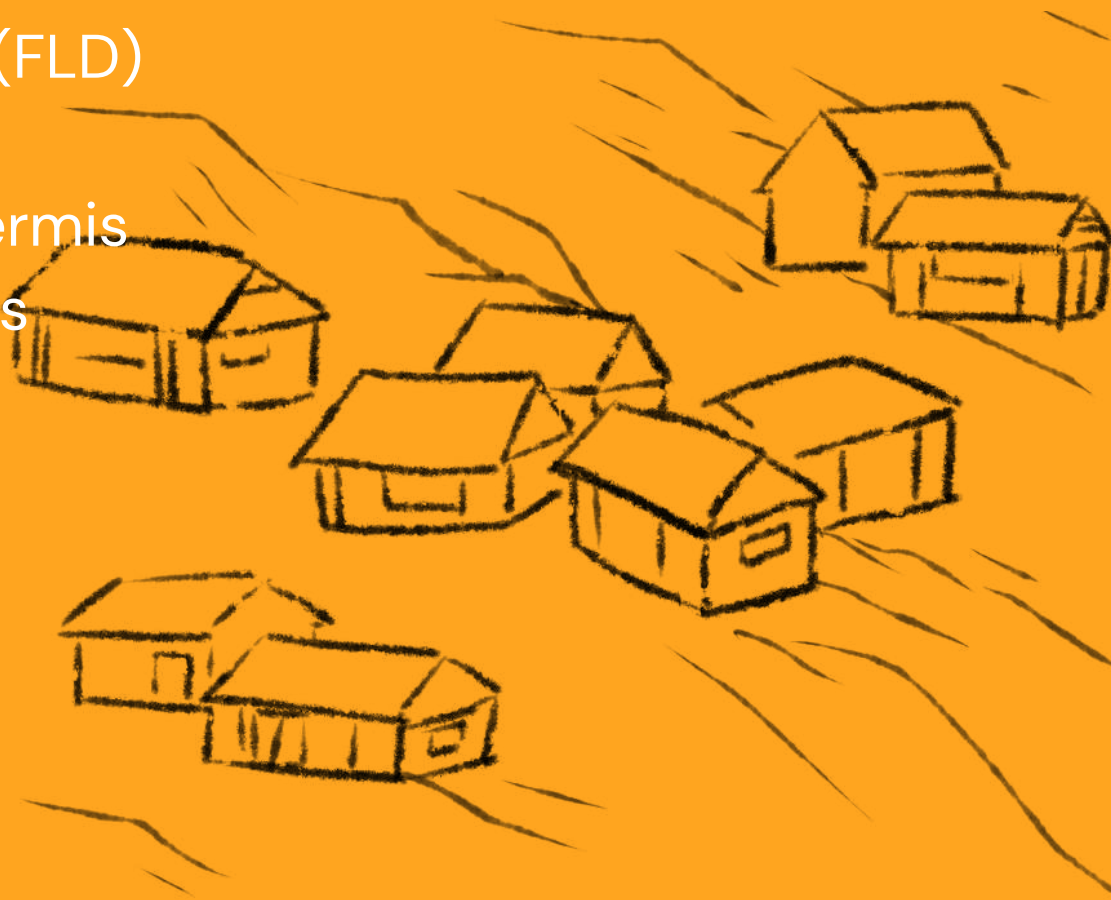
HABITANT·ES

Depuis 2018, OJUCAH, ATECO, CRAterre et Habitat-Cité s'engagent contre la pauvreté et les inégalités de genre en améliorant l'habitat et les conditions de vie de familles en situation précaire dans des zones rurales d'Haïti.

Les projets financés par la Fondation pour le Logement (FLD) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont permis de mener plus de 200 actions d'amélioration du bâtiment.

Des habitant·es des trois localités ont amélioré leurs conditions de vie et celles de leurs familles !

MAISONS CONSTRUITES ET RÉPARÉES EN MAÇONNERIE CHAÎNÉE ET EN TECHNIQUES CONSTRUCTIVES LOCALES AMÉLIORÉES (TCLA), LATRINES ET AMÉNAGEMENTS D'ESPACES PUBLIQUES



HABITANTE, MAISON REPARÉE

Brésilienne, année d'intervention 2023

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

Je suis Gabriel Miracia, j'habite à Bazanique et j'ai 38 ans. Je suis mariée et j'ai cinq enfants. Je n'ai jamais émigré. Je suis ébéniste et c'est grâce à ce métier que je gagne ma vie.

Comment avez-vous appris que vous seriez bénéficiaire et qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

C'est lors d'une réunion que j'ai appris que ma maison allait être réparée par OJUCAH. J'étais ravie d'apprendre la nouvelle, car ma maison était en très mauvais état.

66

La réparation de ma maison est une grande faveur pour ma famille. La maison était en très mauvais état. Après les travaux, la famille peut enfin vivre tranquillement, surtout quand il pleut ou qu'il y a des cyclones.

Quels sont les aspects du processus de construction que vous souhaiteriez améliorer et pourquoi ?

Nous aimerions que les personnes les plus vulnérables en bénéficient. Elles sont très loin, mais nous aimerions qu'elles en bénéficient, car il y a des personnes qui sont dans la même situation dans laquelle j'étais. Certains sont dans une grande détresse, ils n'ont pas d'abri, ils dorment chez d'autres personnes et n'ont pas encore bénéficié.



Quels sont les défis et les difficultés que vous avez rencontrés dans ce travail de réparation/construction de votre maison ?

Le défi que nous avons rencontré était d'ordre économique, et il est toujours d'actualité, car c'est un défi général pour tout le pays. De plus, les matériaux étaient difficiles d'accès.

Avez-vous été impliqué dans ce travail ? Si oui, comment l'avez-vous fait ? Si non, quels obstacles avez-vous rencontrés pour participer ?

Oui, j'ai participé aux travaux. J'ai fourni du bois, du sable, de l'eau, de la nourriture, ainsi que ma force physique. J'ai également encouragé la famille et d'autres personnes à travailler.

66

HABITANTE, MAISON NEUVE

Denard, année d'intervention 2021

66

Nous n'avons rencontré aucune difficulté majeure. Les artisan·es ont très bien travaillé et ont trouvé les matériaux à temps. Nous leur avons fourni de la nourriture et des boissons, et tout s'est très bien passé.

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

Je suis Molène Ganème et je vis à Denard depuis toujours. Je n'ai jamais émigré. Mon mari est décédé et j'ai quatre enfants. Je tire mes revenus du commerce.

Comment avez-vous appris que vous seriez bénéficiaire et qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

J'ai appris la nouvelle par Margarete Joseph, la technicienne de Denard qui travaillait sur le projet. J'étais ravi d'apprendre la nouvelle.

Autres commentaires que vous souhaiteriez faire ?

J'apprécie le travail d'OJUCAH et de ses partenaires financiers qui viennent en aide à de nombreuses familles dans le besoin. C'est particulièrement important pour moi, car je suis veuve. Sans cette aide, je ne pourrais rien faire. J'aimerais que ce travail se poursuive, car beaucoup de familles en ont besoin.

Qu'est-ce que le travail effectué a signifié pour vous et votre famille ? Y a-t-il des changements dans votre vie ?

Oui, il y a eu un changement, car la maison était en très mauvais état. Après la réparation, la famille est vraiment soulagée.

Avez-vous été impliqué dans ce travail ? Si oui, comment l'avez-vous fait ?

Oui, je me suis impliqué dans ce travail. J'ai fourni ma part de matériaux, de nourriture et d'eau, et j'ai donné de ma force physique.

HABITANT, MAISON REPARÉE

Brésilienne, année d'intervention 2024

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

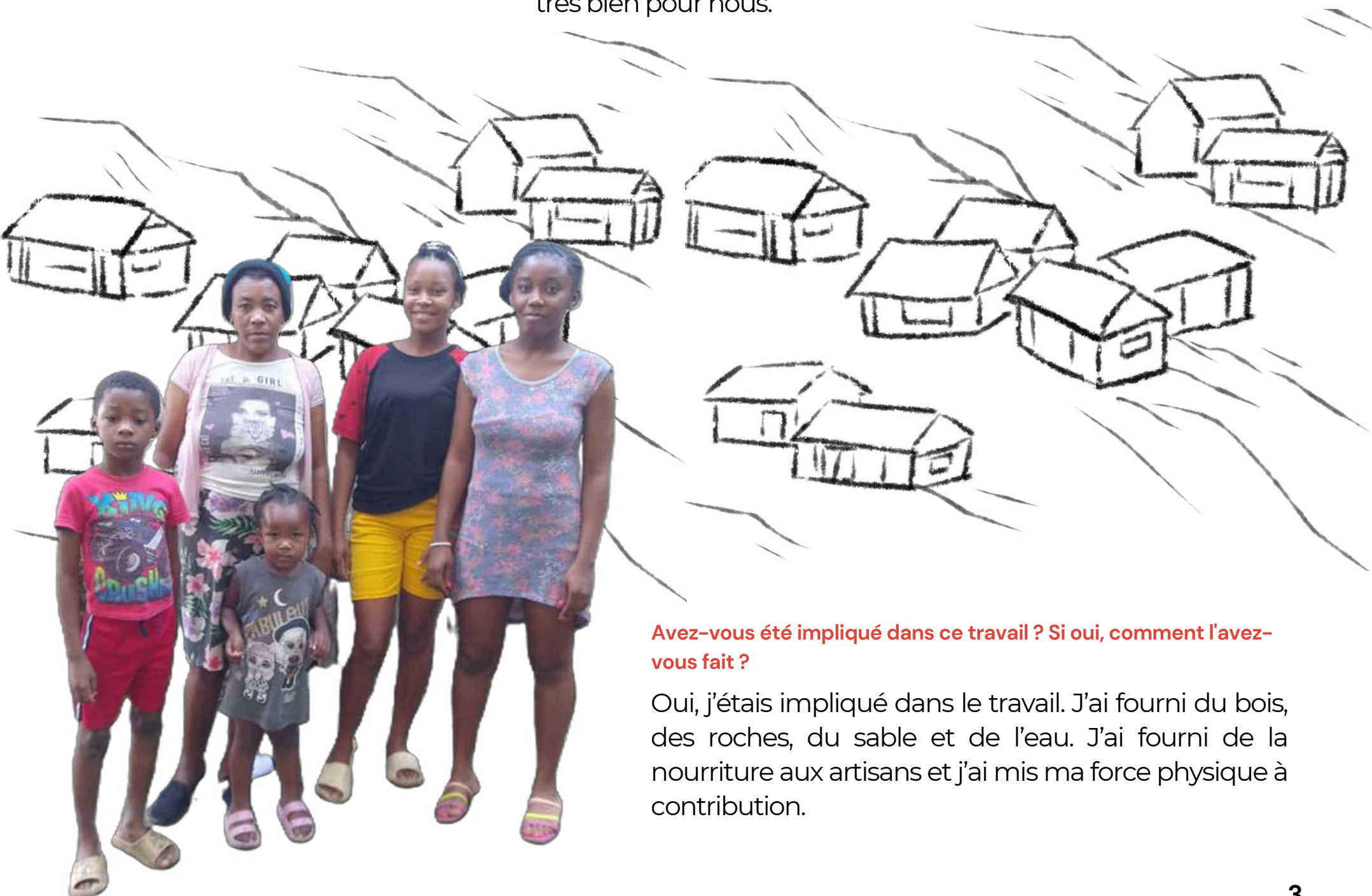
Je suis Dieudonnée Obin, j'ai 55 ans. J'avais l'habitude d'aller en République Dominicaine. Puis, je suis revenu vivre ici. J'ai six enfants. Mes sources de revenus sont l'élevage et l'agriculture.

Qu'est-ce que le travail effectué a signifié pour vous et votre famille ? Y a-t-il des changements dans votre vie ?

Pour moi, c'est une bonne chose, car la maison était en très mauvais état et je ne pouvais rien faire. Les conditions de vie de la famille se sont améliorées, car nous étions très mal logés. Maintenant, tout va très bien pour nous.

66

La collaboration de la famille avec les techniciennes d'OJUCAH et d'ATECO a été très correcte, du début à la fin du travail.



Avez-vous été impliqué dans ce travail ? Si oui, comment l'avez-vous fait ?

Oui, j'étais impliqué dans le travail. J'ai fourni du bois, des roches, du sable et de l'eau. J'ai fourni de la nourriture aux artisans et j'ai mis ma force physique à contribution.

66

HABITANTE, MAISON REPARÉ

Poli-Lavial

66

La réparation de la maison a été une bonne chose pour la famille. La maison était petite et en mauvais état. On l'a agrandie pour nous, ce qui nous soulage beaucoup.

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

Je suis Bazelais Yvrose (43 ans), j'habite à Poli et j'ai cinq enfants. J'ai n'est pas encore émigré. Je suis cultivatrice et c'est ma source de revenu.

Comment avez-vous appris que vous seriez bénéficiaire et qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

Je suis membre de l'organisation OJUCAH. Après l'enquête menée par OJUCAH et Habitat-Cité, j'ai appris que ma maison allait être réparée. J'étais ravie d'apprendre cette nouvelle.

Autres commentaires que vous souhaiteriez faire ?

Je félicite OJUCAH et tous les autres partenaires financiers. J'aimerais que le projet se poursuive afin que toutes les personnes vulnérables puissent bénéficier d'une aide, comme moi. Grâce à ces aides, notre zone commence à s'embellir.

Avez-vous été impliqué dans ce travail ? Si oui, comment l'avez-vous fait ?

Oui, j'étais compliqué. J'ai donné du sable et de la nourriture aux artisans. Mon mari a donné de sa force physique. Il a même aidé les artisans à réaliser certaines tâches.

Quels sont les défis et les difficultés que vous avez rencontrés dans ce travail de réparation/construction de votre maison ?

Nous n'avons rencontré aucun défi ni aucune difficulté. Nous les avons encouragés pour que le travail se termine plus rapidement.

HABITANTE, MAISON NEUVE

Poli-Lavial, année d'intervention 2023

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

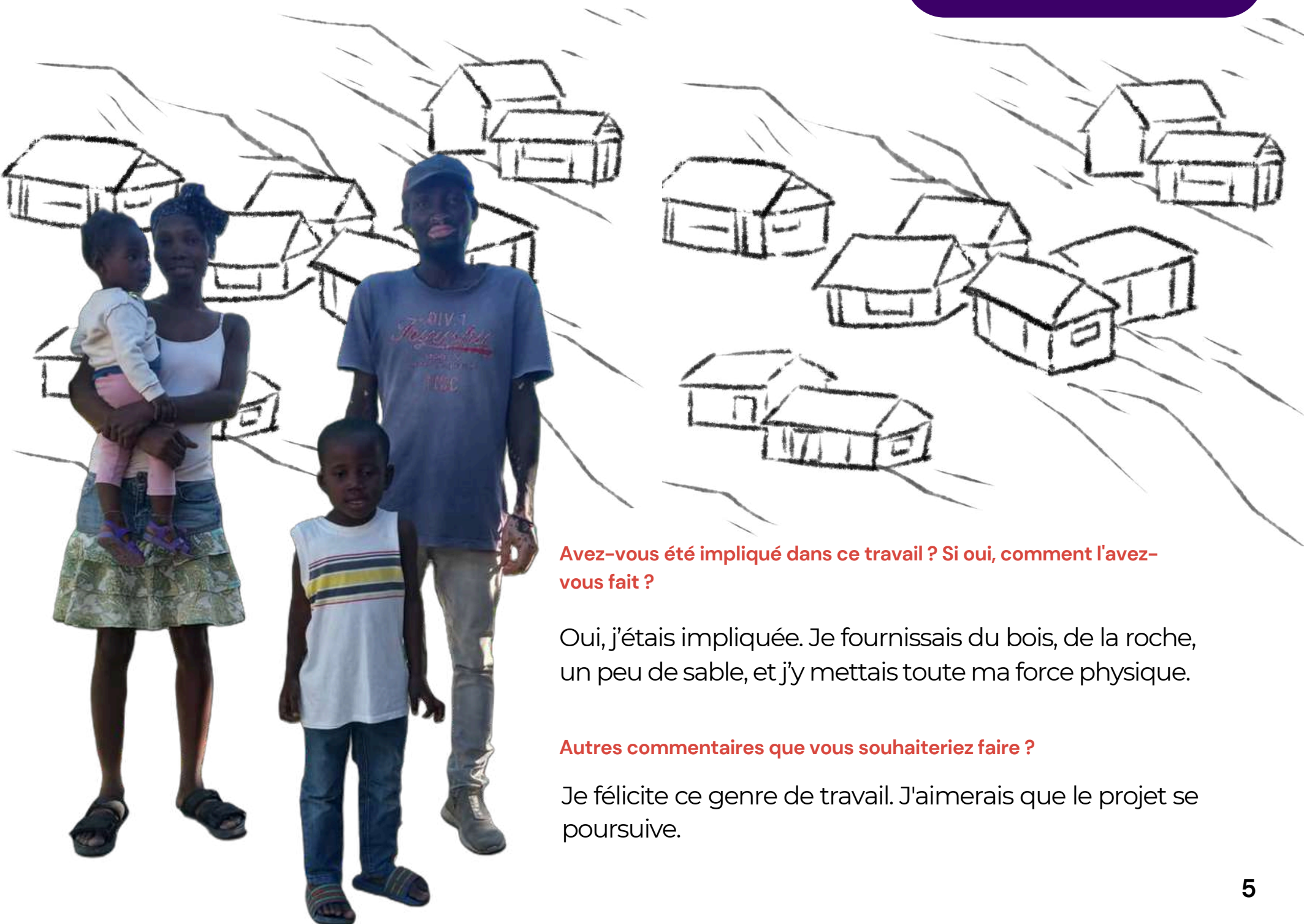
Je m'appelle Jeantal Michel. Je vis à Poli, j'ai 44 ans et j'ai trois enfants. J'ai émigrée en République dominicaine en 2008, puis je suis revenu ici. Mes sources de revenus sont l'artisanat et l'agriculture.

Qu'est-ce que le travail effectué a signifié pour vous et votre famille ? Y a-t-il des changements dans votre vie ?

C'est une grande chance pour moi, car je n'y avais pas pensé. Cela a changé la condition de vie de la famille, et maintenant nous vivons plus à l'aise.

66

L'équipe technique d'OJUCAH est venue me dire que j'allais bénéficier d'une maison en maçonnerie chaînée. J'étais très contente d'apprendre la nouvelle, car je ne pensais pas pouvoir bénéficier d'une maison.



Avez-vous été impliqué dans ce travail ? Si oui, comment l'avez-vous fait ?

Oui, j'étais impliquée. Je fournissais du bois, de la roche, un peu de sable, et j'y mettais toute ma force physique.

Autres commentaires que vous souhaiteriez faire ?

Je félicite ce genre de travail. J'aimerais que le projet se poursuive.

66

HABITANTE, MAISON REPARÉ

Denard, année d'intervention 2024

66

La famille est ravie, car la maison était dans un état déplorable. Actuellement, notre qualité de vie s'est améliorée, car nous vivons dans une très belle maison.

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre vie ?

Je suis Octavius Versailles. J'habite à Briol (Denard). J'ai émigré en République dominicaine, puis je suis revenu ici. Je suis cultivateur et c'est ma source de revenus.

Comment avez-vous appris que vous seriez bénéficiaire et qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

J'étais en réunion au local d'OJUCAH quand j'ai appris qu'ils voulaient m'aider à réparer ma maison. J'étais ravi d'apprendre la nouvelle.

Autres commentaires que vous souhaiteriez faire ?

J'étais dans le besoin, car ma maison était en très mauvais état. Toutes sortes de bêtes pouvaient y pénétrer, tellement elle était délabrée. Notre famille est très contente de ce service, car nous n'avions pas les moyens de réparer notre maison. Cela faisait une dizaine d'années que la maison était dans cet état.

Avez-vous été impliqué dans ce travail ?
Si oui, comment l'avez-vous fait ?

Oui, j'étais impliqué dans le travail. Je fournissais des poteaux, des planches, des roches, de la nourriture, etc.





PORTRAITS EN HAÏTI
LA VALLÉE DE JACMEL ET BAINET

PARTENAIRES

Depuis 2018, OJUCAH, ATECO, CRAterre et Habitat-Cité s'engagent contre la pauvreté et les inégalités de genre en améliorant l'habitat et les conditions de vie de familles en situation précaire dans les zones rurales d'Haïti.

Dans l'optique de former un partenariat et d'allier leurs compétences, ils travaillent ensemble principalement dans trois localités : Lavial, Denard et Brésilienne.

Ces initiatives ont été financées principalement par la Fondation pour le Logement (FLD) et l'Agence Française de Développement (AFD).



TECHNIQUES ET CULTURES CONSTRUCTIVES
LOCALES AMÉLIORÉES (TCLA)
PRISE EN COMPTE DES INÉGALITÉS DE GENRE
ENVIRONNEMENT
ÉCONOMIE SOLIDAIRE
GOUVERNANCE ET PARTICIPATION LOCALE



PARTENAIRE, OJUCAH

Administrateur général, Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancement d'Haïti



Grâce à ce projet, 300 familles disposent désormais d'un logement décent (réparation, maison neuve ou latrine). Dans la vallée de Jacmel et Baintet, de nombreuses sensibilisations ont été menées sur les techniques de construction avec ATECO.

Qu'avez-vous appris grâce à cette collaboration internationale ?

Grâce à cette collaboration avec des partenaires en France et au Salvador, OJUCAH a acquis une dimension internationale. Habitat-Cité a la capacité de parler d'OJUCAH en France et de son réseau, et nous pouvons faire de même. Nous avons ainsi pu mener des échanges très intéressants, comme participer à des colloques et travailler sur des fiches de bonnes pratiques, ce qui nous permet de découvrir des pratiques extérieures et de partager les nôtres. Nous pouvons ainsi acquérir des expériences externes.

Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours de vie ?

Je suis Jean Fils Pierre Louis, originaire de la localité de Poli, commune de la Vallée de Jacmel. Comptable de profession, je travaille au sein d'OJUCAH depuis mai 2021. Au départ j'ai géré un projet pendant un an, puis j'ai travaillé sur le projet de partenariat entre OJUCAH et Habitat-Cité depuis 2017 en tant qu'assistant administrateur, puis comme administrateur général du projet. J'étais membre d'OJUCAH étant jeune, j'étais coordinateur du comité suivi des jeunes depuis mon secondaire. J'ai ensuite quitté la communauté pour aller à Port-au-Prince faire des études universitaires. J'y suis resté sept ans, puis je suis revenu dans la communauté pour travailler chez OJUCAH.

Depuis quand faites-vous partie de votre organisation et quel est votre rôle aujourd'hui ?

Depuis mon enfance, j'observe les problématiques au sein de ma communauté. En 1998, alors que j'étais en primaire, OJUCAH a été créée et j'ai vu les aînés s'organiser. Mon père faisait d'ailleurs partie du comité exécutif d'OJUCAH. J'ai donc grandi dans cette ambiance, avec l'envie de contribuer au développement de la communauté. En grandissant, je suis donc devenu membre d'OJUCAH, d'abord en tant que coordinateur du comité de suivi des jeunes, puis en tant que bénévole. Ma motivation vient du fait que j'ai vu tout ce qu'OJUCAH a apporté à ma communauté. J'ai choisi de l'intégrer pour renforcer l'équipe et apporter ma contribution à ma communauté.

Selon vous, quels impacts concrets ce projet a-t-il eus ?

Au sein d'OJUCAH, ce projet apporte beaucoup. Il nous a permis d'avoir un bureau fonctionnel et de renforcer les équipes avec au moins 20 salariés et indemnisés. Il a également permis de nous donner une grande visibilité. L'ambassade de Suisse, par exemple, nous a connus grâce à ce projet et nous a soutenus durant trois ans.



PARTENAIRE, OJUCAH

Administrateur général, Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l'Avancement d'Haïti

Comment envisagez-vous votre travail et celui de votre organisation dans les années à venir ?

OJUCAH est une organisation ambitieuse. Notre idée est de poursuivre nos actions sur les volets environnement, habitat, genre, éducation, agriculture. Nous voulons également renforcer la capacité économique des membres de la communauté grâce à des mutuelles de solidarité. Étant donné qu'OJUCAH est présente dans plusieurs localités, elle compte de nombreuses cellules composées de jeunes. À l'avenir, nous envisageons de créer dans chaque cellule une mutuelle de solidarité. Pour y parvenir, nous envisageons de faire une formation sur le sujet avec le Conseil National du Financement Public (KNFP, institution étatique).

Avez-vous d'autres commentaires ou messages que vous souhaiteriez transmettre ?

La fin du projet approche. En dehors du projet, il est important de rester en réseau, même si nous ne sommes plus partenaires. Il est toutefois important de continuer à travailler en réseau. Nous avons acquis beaucoup de connaissances grâce à notre partenariat avec Habitat-Cité, mais il reste des points à renforcer, par exemple les techniques de recherche de fonds pour qu'OJUCAH puisse devenir autonome dans la recherche de financements, ou encore la gestion de projets, le leadership et la gestion des conflits, ou encore la gestion administrative et financière.

Quels ont été les principaux défis ou limites du projet ?

Au niveau de la langue, il est difficile de communiquer, mais on arrive toujours à s'adapter, et cela s'améliore avec le temps.

En Haïti, nous avons rencontré des difficultés avec certains bénéficiaires. Il y a des gens qui sont vraiment dans le besoin, mais la politique du projet est que les bénéficiaires doivent apporter quelque chose, contribuer à l'action. Mais parfois, les bénéficiaires ne sont pas en mesure d'apporter suffisamment. Il faut donc trouver des stratégies et discuter avec les personnes concernées pour trouver des moyens de les faire contribuer d'une autre manière. On finit toujours par trouver une solution.



Pour les bénéficiaires, ce projet est très bénéfique : de nombreux jeunes, hommes et femmes ont été formés dans le domaine de la construction. Dans le domaine environnemental, des femmes expertes peuvent sensibiliser les agriculteurs à la protection et à la bonne gestion des terres. Dans le domaine du genre, un renforcement crucial a été réalisé, et des barrières ont été brisées, car il était très rare de voir une femme dans le secteur de la construction auparavant. Mais aujourd'hui, grâce à ce projet, cette barrière est en train de tomber. Des mentors ont été formés pour devenir des leaders pour nos jeunes femmes dans la communauté. Plus de 50 jeunes filles sont encadrées par ces mentors, ce qui leur permet de connaître leurs droits et devoirs au sein de la société, et de ne pas subir de violences.

PARTENAIRE, ATECO

Président d'ATECO, Association des Techniciens pour la Construction

Pouvez-vous vous présenter librement ? D'où venez-vous et qu'est-ce qui a façonné votre parcours ? Comment êtes-vous arrivé-e dans ce domaine ou cet engagement ?

Je m'appelle Jhonas Milien, je suis président d'ATECO et membre fondateur. Après avoir suivi des études classiques, je me suis rendu dans un centre de formation professionnelle à Port-au-Prince pour apprendre le métier de la construction de bâtiment. Après mes études, je suis revenu à Jacmel, ma ville natale pour travailler, mais cela a été difficile d'intégrer le marché du travail. Dès lors, en conversant avec des amis du centre de formation, nous avons pensé mettre en place une structure qui permet de faciliter l'accès au travail. Nous avons donc créé une association, et c'est ainsi qu'ATECO est né en 2002.

ATECO est une organisation à but non lucratif qui regroupe aujourd'hui des techniciens et des cadres de différents corps de métiers de la construction. ATECO compte 35 cadres et 275 membres adhérents, des artisan·es.

ATECO est aujourd'hui très reconnue en Haïti et jouit d'une très grande réputation dans le domaine de la construction, ce qui nous apporte de nombreuses opportunités dans le secteur. Nous collaborons souvent avec plusieurs partenaires. Par exemple, nous collaborons actuellement avec OJUCAH dans le cadre du projet APH, et nous avons également un autre projet avec l'association Elvetas. Nous avons également un projet avec l'ambassade de France. Nous avons souvent beaucoup d'activités.

Comment avez-vous vécu les échanges entre pays et cultures différentes ?

Concernant les échanges interculturels, cela était prévu dans le cadre du projet, mais malheureusement, en raison de la situation du pays, nous n'avons pas pu participer aux activités communes entre Haïti et FUNDASAL. Je n'ai pas eu l'occasion d'échanger directement avec les équipes de FUNDASAL.

Vous souvenez-vous de votre première implication dans ce projet multi-pays ? Qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

Au début du projet ma grande attente c'était d'abord d'être partenaire avec OJUCAH, CRATERRE et les autres car auparavant nous avions l'habitude de travailler avec OJUCAH et Habitat Cité sur d'autres projets mais en tant que prestataire externe. Avec le début d'APH, nous avons envie d'être partenaire au lieu d'être prestataire.

Avec APH, aujourd'hui ATECO a une très grande demande ici sur le marché haïtien. Donc c'est grâce à APH qu'on a pu acquérir des connaissances à travers notre collaboration notamment entre ATECO et CRATERRE : nous réalisons des activités sur le terrain ensemble et faisant des séances de diagnostic territorial. Nous avons beaucoup profité de tout ce projet pour qu'ATECO soit ce qu'il est aujourd'hui.

PARTENAIRE, ATECO

Président d'ATECO, Association des Techniciens pour la Construction

Qu'avez-vous appris grâce à cette expérience ? Y a-t-il quelque chose que vous faites différemment aujourd'hui ?

Grâce au projet, ATECO a appris à réaliser des diagnostics territoriaux, ce qui fait de nous une organisation très demandée. Grâce à la sensibilisation, nous arrivons également à intégrer des femmes dans le secteur de la construction. Nous avons également beaucoup appris sur le plan administratif, notamment en ce qui concerne les procédures administratives et financières. Nous avons bénéficié d'une formation et d'échanges avec le coordinateur financier d'Habitat- Cté qui nous ont permis d'évoluer dans ce domaine.

Quelles ont été les difficultés et les réussites selon vous ?

Au niveau des difficultés, parfois au niveau des finances il y a des retards de décaissement ce qui ralentit un peu nos activités. Aussi au niveau financier, dans le cas des réparations des maisons, on détermine un budget prévisionnel par maison, mais lorsque nous y arrivons pour effectuer les travaux, les dépenses sont souvent plus élevées que prévu. Pour réaliser les réparations, nous devons donc beaucoup réfléchir pour trouver des solutions. La réussite collective de ce projet, c'est d'avoir des femmes qui travaillent dans le secteur de la construction. Avec APH, dans la Vallée, nous avons formé environ 55 personnes dès le début, dont la majorité sont des femmes qui travaillent aujourd'hui comme cheffes de chantier.

Comment voyez-vous la suite, pour vous et votre organisation ?

Pour la suite, ATECO souhaite continuer son travail en formant et en sensibilisant les personnes aux bonnes pratiques constructives, mais aussi en trouvant un moyen de faciliter la construction les communautés à construire leurs propres maisons de façon digne. En effet, en Haïti, les personnes ont souvent du mal à construire faute de moyens économiques. Chez ATECO, nous rêvons de mettre en place une coopérative de logements pour accompagner et faciliter la réalisation du logement de chacun. Grâce à cette coopérative, les personnes souhaitant construire leur logement pourraient se regrouper, épargner ensemble et mutualiser leurs efforts. ATECO pourrait alors les accompagner et faciliter l'obtention de prêts pour rendre leur projet plus accessible et plus sécurisé.

Quels sont les points d'améliorations ?

Selon moi, un aspect à améliorer est que nous devons pré-sélectionner les bénéficiaires et les intégrer directement dès le départ à la réflexion du projet, afin de mieux comprendre leurs besoins et leur réalité.

Quel message aimeriez-vous transmettre ?

Ce que j'aimerais dire aux communautés, c'est que construire, c'est vraiment un investissement. Il faut donc réfléchir à la manière d'en tirer le meilleur profit. Chaque personne qui construit une maison réalise un investissement. Elle devrait donc d'abord penser à la qualité de la construction, afin que la maison puisse résister en cas de catastrophe et ne soit pas détruite.



PARTENAIRE, CRATERRE

Chargée de projet, Centre de Recherche et d'application en terre (France)

**Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours de vie ?
Comment êtes-vous arrivé-e dans ce domaine ou cet engagement ?**

Je m'appelle Caroline Garcia, je suis architecte de formation et consultante indépendante. Je suis également membre active de l'association CRAterre ainsi que des réseaux ATECO et Atprocom. Ces deux associations regroupent des artisans, des ingénieurs et des architectes basés principalement à Port-au-Prince et travaillant en étroite collaboration.

Après des débuts classiques dans le domaine de l'architecture en France, j'ai rapidement ressenti un décalage avec la pratique professionnelle traditionnelle et j'ai souhaité m'orienter vers une approche plus sociale de l'architecture. Le tournant s'est produit à la suite du tremblement de terre en Haïti, qui avait été largement médiatisé à l'époque. Installée à Paris, j'ai assisté à plusieurs conférences sur l'architecture d'urgence, ce qui m'a amenée à intégrer le diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA) « Architecture et risques majeurs » à l'École d'architecture de Paris-Belleville.

D'une durée de deux ans (dont six mois de stage), cette formation visait à articuler conception architecturale et réduction des risques (sismiques et climatiques notamment). Dans ce cadre, j'ai effectué une première mission exploratoire en Haïti, environ deux ans après le séisme.

Cette immersion m'a permis d'observer les dynamiques de reconstruction, qui étaient alors largement marquées par l'urgence, avec une prédominance de solutions temporaires et peu de projets durables.

En 2014, j'ai été sollicitée par l'ONG Planète Urgence, basée à Jacmel, qui collaborait avec ATECO et OJUCAH. Après une première phase de reconstruction en béton, les projets ont évolué vers des approches mixtes intégrant ossature bois et matériaux locaux. J'ai été missionnée comme consultante pour accompagner cette nouvelle orientation, avec un objectif clair : valoriser les techniques constructives traditionnelles et les ressources locales.

Par la suite, tout en étant salariée chez Entrepreneurs du Monde à Port-au-Prince, j'ai continué à suivre ce projet, qui a abouti à la construction d'environ soixante maisons dans le cadre du programme « Un toit et un avenir – phase 3 ». Ce projet constitue, pour moi, la genèse du programme APH. Il reposait sur une collaboration entre Planète Urgence, ATECO, CRAterre et la Fondation pour le Logement, combinant appui technique et financement.



Fin 2017, Habitat-Cité a repris le projet « Un toit et un avenir ». Début 2018, une phase de diagnostic approfondi a été lancée. Ces travaux ont posé les bases du développement du programme APH – phase 1, marquant ainsi le début d'une nouvelle dynamique de projet.

Comment envisagez-vous votre travail et celui de votre organisation dans les années à venir ?

Dans le contexte actuel de la solidarité internationale, il est évidemment plus difficile d'être aussi présent qu'auparavant en Haïti, en raison du contexte international et local, mais aussi de la diminution des financements.. Il faut donc revoir les ambitions à la baisse et renforcer la logique de transmission et de passage de relais qui existait déjà depuis le début, mais qui devient encore plus nécessaire avec des moyens plus restreints.



On peut considérer comme une réussite le fait que les instances étatiques s'intéressent à l'approche TCLA depuis une dizaine d'années, qu'elles connaissent les actions menées et qu'elles invitent des structures comme ATECO à des colloques. Cela signifie que la pertinence de l'approche est reconnue, même si je suis personnellement plus sensible aux actions de terrain qu'à cette reconnaissance institutionnelle.

Avez-vous d'autres commentaires ou messages que vous souhaiteriez transmettre ?

Enfin, pour conclure, même si certains financements, comme celui de la Fondation pour le logement, touchent à leur fin, cela ne signifie pas pour autant que les dynamiques s'arrêtent. Ce n'est pas la fin de quelque chose sur le fond. Les sujets, les partenaires et les besoins sont toujours là. Il faudra simplement trouver d'autres formes, d'autres solutions, d'autres manières d'avancer. Même si c'est compliqué, cela continuera.

Quels souvenirs ou moments marquants reprenez-vous de ce projet multi-pays ?

Quand je repense aux moments marquants, il y en a beaucoup, donc il est difficile d'en isoler un seul. Mais l'événement, ou plutôt la période, la plus importante pour moi dans ce projet, c'est vraiment la phase de diagnostic de 2018. D'abord, elle a duré deux mois, avec une présence quotidienne auprès des équipes, dans les montagnes, à marcher, à observer et à comprendre. C'est à ce moment-là que les idées ont émergé collectivement et que l'on a pu poser les bases de tout ce qui a suivi. Même si le projet a ensuite évolué, c'est à ce moment-là que la démarche s'est en grande partie dessinée.

C'est également cette période qui m'a le plus marquée en termes de rencontres et de collaborations. C'est à ce moment-là que j'ai réellement rencontré toute l'équipe d'OJUCAH. J'ai pu constater à quel point ses membres sont investis localement : ils vivent sur place, travaillent avec les habitants et sont directement concernés par ce qui se passe dans leur communauté. Avec ATECO, cette phase, ainsi que d'autres projets, a également permis de consolider des liens à la fois professionnels et amicaux. Nous avons appris à bien nous connaître et à bien travailler ensemble, ce qui a rendu possible un travail à distance plus fluide, même si cela ne remplacera jamais complètement la présence sur place.

Quels ont été les principaux défis ou limites du projet ?

Si je pense aux défis les plus importants, il y en aurait évidemment beaucoup, mais si je devais n'en choisir qu'un, ce serait clairement la distance. C'est ce qu'il y a de plus difficile, tant sur le plan humain que professionnel. Plus le temps passe, moins je me rends en Haïti et moins je me sens pertinente. Je ne vois plus le quotidien, je ne perçois plus les dynamiques d'équipe, je ne comprends plus aussi bien les difficultés concrètes, les positions de chacun, les tensions éventuelles et les choses implicites. Je ne vis plus les réalités du terrain. Et honnêtement, les réunions à distance, même avec la caméra, ne remplacent jamais la présence.

Quelles situations ont eu un impact positif sur le projet ?

Chaque formation ou rencontre était conçue comme une occasion de rassembler les gens et de favoriser les échanges, mais dans un cadre plus restreint. En octobre 2021, par exemple, un événement post-séisme autour du diagnostic de l'habitat a été organisé, auquel mon collègue Christian a participé. Cet événement a réuni plusieurs ONG, dont OJUCAH, ATECO et Atprocom, pour travailler sur les bâtiments endommagés, les causes des dégâts et les stratégies de réparation. Cela a également permis de poursuivre la formation des partenaires sur les questions de diagnostic post-catastrophe.

